MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

Nº46 AVR.-JUIN 2023 4€

« DÉMOCRATIE »

ÉLÉMENT DE LANGAGE MÉDIATIQUE. PRINCIPE QUI, COMME LA « RAISON », SE SITUE TOUJOURS DANS LE CAMP DES PARTISANS DE « LA RÉFORME ». SEULS LE GOUVERNEMENT ET SES SOUTIENS ONT LE DROIT DE S'EN PRÉVALOIR.

Après avoir vanté les mérites du projet de contre-réforme des retraites (*Médiacritiques* n°45, janv.-mars 2023) et manifestement échoué à convaincre, la plupart des commentateurs médiatiques, presse et audiovisuel confondus, continuent à le défendre, en campant sur leurs fondamentaux : même si certains ont mollement reconnu son caractère « injuste », cette réforme n'en reste pas moins « *nécessaire* » et « *incontournable* (p. 26).

Partout, le reportage est réduit à peau de chagrin et les travailleurs ne sont généralement entendus que par le biais de micros-trottoirs, qui restreignent et individualisent la parole en écrasant le collectif. Partout, les « débats » se font en vase clos ou dans des conditions iniques et inégales : face aux contestataires, les chefferies éditoriales déploient leurs escadrons de *fast thinkers* (p. 32) : éditorialistes, chefs de service politique, chroniqueurs et consultants économiques, sondologues, « spécialistes en communication » et autres experts patentés… tous se chargent de diffuser la bonne parole (p. 13).

Si quelques têtes d'affiche se sont récemment rebiffées contre le mensonge gouvernemental d'une « retraite minimale à 1 200 euros », elles en oublient qu'elles-mêmes l'avaient propagé un mois durant, plus promptes à télégraphier la communication du pouvoir qu'à exercer leur métier : sinon enquêter, du moins s'informer, un minimum, avant de prétendre « informer ». Du reste, maintenu strictement dans un cadre qui épouse les présupposés gouvernementaux, le « débat public » n'a de débat que le nom, puisqu'il ignore les alternatives progressistes à « la-réforme », pourtant portées (et documentées) par des organisations syndicales, associatives et politiques. « L*a réforme ou la faillite* » synthétise Sonia Mabrouk (Europe 1, 11 janv.) ; « l*a réforme ou le déclassement* » paraphrase *Le Télégramme* (12 janv.).

En amont de la première journée de grève (19 janv.), le journalisme de démobilisation a rempli sa fonction première, invariable depuis trente ans : promouvoir la régression sociale et déstabiliser celles et ceux qui la contestent (p. 4). Depuis, le journalisme dominant suit à la lettre sa feuille de route traditionnelle par temps de « réforme » (p. 42). Ainsi des intervieweurs, qui, toutes chaînes confondues, prennent pour punching-ball (p. 19) les représentants syndicaux et des dirigeants politiques de gauche (p. 10). Si les petits soldats réactionnaires de Bolloré sont en tenue de combat (p. 16), ils sont loin d'être les seuls.

Pensons notamment aux dix éditorialistes invités par Emmanuel Macron à déjeuner (p. 22) : après avoir chanté les louanges de la réforme en toute liberté, ces porte-parole se sont aimablement pliés à une opération de communication décidée par l'Élysée. Un journalisme de cour… qui sait naviguer entre servilité et hostilité : que ce soit sous les lumières tamisées d'un plateau de service public (p. 34) ou sous le tonnerre des outrances éditocratiques habituelles (p. 39), la gauche parlementaire, « irresponsable », est clouée au pilori. Si le phénomène est loin d'être nouveau (p. 49), la puissance de la mobilisation sociale en cours rend d'autant plus opportune la nécessité, pour la gauche, de politiser la question des médias et de s'engager dans un rapport de forces collectif contre les chefferies éditoriales, en les considérant enfin pour ce qu'elles sont : des adversaires politiques, des militants mobilisés et aux yeux de qui tous les coups sont permis pour défendre l'ordre établi.

ours

Médiacritiques
Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed
39, rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Directeur de la publication
Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction
Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagent collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro
Vivien Brunel, Maxime Friot, Quentin Hurel, Florent Michaux, Olivier Moreau, Denis Pérais, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond, Thibault Roques

Une et dessins
Colloghan

Conception graphique et mise en page
Adrien Labbe, Elena Vieillard

Typographies
Audimat 3000, Bely, Giorgio, Jean Luc, Minimum

Achevé d'imprimer en 03/2023 par Corlet Imprimeur
14110 Condé-en-Normandie
n° d'imprimeur: 23020544
Imprimé en France

Dépôt légal: mars 2023
Commission paritaire: 1223 G 91177
ISSN: 2256-8271

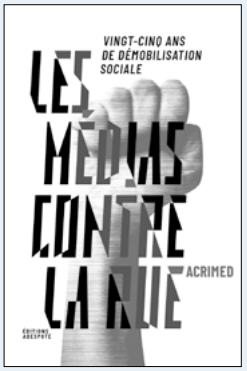
PEFC 10-31-1510

IMPRIM'VERT

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



▶ **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de ..... €

▶ **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

- ☐ Cotisation de base: **40 €**
- ☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**
- ☐ Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**
- ☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

▶ **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n° .....

- ☐ Tarif normal: **20 €**
- ☐ Tarif précaires: **10 €**
- ☐ Union européenne et Suisse: **25 €**
- ☐ Reste du monde: **32 €**

S'ABONNER ADHÉRER EN LIGNE
boutique.acrimed.org

▶ **Je commande**

- ☐ Le DVD «Les Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**
- ☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**
- ☐ Le livre «*Au nom de la démocratie votez bien!*», aux éditions Agone: **15 €**
- ☐ Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespote: **21 €**
- ☐ Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **18 €**

Nom: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Code postal: ..... Ville: .....

Courriel: .....

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél.: 09 52 86 52 91 — Courriel: info@acrimed.org

■ **CNews**, 2 janvier: «*Les Ukrainiens ne posent pas les problèmes d'assimilation, de différences culturelles, que peuvent poser certains Africains.*» Quant à l'intégration de Judith Waintraub sur CNews, tout se passe très bien.

■ **Le Figaro**, 13 janvier: «*Les Français sont-ils idiots?*» Une question du grand intellectuel Guillaume Roquette aux récalcitrants qui refusent «la-réforme».

■ **BFM-TV**, 1er février: «*Est-ce que vous pouvez dire: merci Bernard Arnault?*» Une injonction signée des chiens de garde Alain Marschall et Olivier Truchot, face à Danièle Obono.

■ **Le Point**, 3 février: Les journalistes «*sont tous ou presque d'extrême gauche*». Franz-Olivier Giesbert, extra-lucide? «*Beaucoup de médias nous servent la marmelade idéologique des néorévolutionnaires de la Nupes ou de la CGT qu'ils se gardent bien de contredire ou même de questionner*». Ou en proie au délire?

■ **Sud Ouest**, 3 février: «*Journaliste, c'est un métier et c'est celui que j'exerce. Cela consiste à distinguer ce qui est vrai et étayé de ce qui relève du bobard pur et simple. Et il y en a eu beaucoup ces dernières années.*» Gilles Bouleau, présentateur du «20h» de TF1: fin de la blague.

■ **France 2**, 11 février: «*Même nous, journalistes, on doit balayer devant notre porte. [...] Ça fait trois semaines qu'ils viennent sur les plateaux et qu'on entend dire "pension minimale pour tout le monde" et donc on entend, en fait, que c'est 1 200 [euros] pour tout le monde.*» Léa Salamé a vu la lumière: son métier.

■ **Le Parisien**, 10 février: Des reporters ont passé «*48 heures avec Élisabeth Borne*». «*Il est déjà midi passé. Un plateau-repas frugal expédié dans son bureau (une quiche et du comté)*». Discutant avec son «staff», «*elle dodeline de la tête, se lève pour attraper une bouteille de Coca qu'elle boit au goulot, puis se rassied*». Passionnant, non? Mais le pire est encore à venir. En l'espèce, une colonne titrée «Ses petites manies». Attention, le prix Albert-Londres n'est pas loin: «*Parmi ses habitudes, celle d'écrire toujours avec un stylo quatre couleurs.*» Mais encore? «*Et des péchés mignons, pour tenir les longues journées de travail: des biscuits, des bonbons chocolatés et caramélisés, avec un verre de soda... ou de sirop d'orgeat. Sans parler de sa vapoteuse fétiche au goût menthol que cette ancienne fumeuse, qui a arrêté en 2014, ne lâche jamais.*» Journalisme, j'écris ton nom.

■ **Le Figaro**, 17 février: «*En France, où la médiocrité domine, quelques journalistes et présentateurs sortent du lot en respectant des critères de base: porter un costume qui permet de se mouvoir avec aisance [...]. Choisir des tissus lumineux, de qualité. Changer de style et oser, pourquoi pas, une cravate colorée, ce que ne fait jamais Laurent Delahousse. Pascal Praud, bien sûr, reste le grand maître en la matière. Sur le même canal, l'éditorialiste Mathieu Bock-Côté manie cravates et pochettes avec maestria. Mais il n'y a pas qu'à droite que l'élégance est de mise. Regardez Yann Barthès et ses belles vestes italiennes en flanelle. Remarquons Camille Combal qui suit l'exemple de Jean-Pierre Foucault. Sur TF1 encore, Nikos Aliagas, dont le père était tailleur, sait ce que s'habiller veut dire. [...] Et puis, dans le genre qui revient de loin, apprécions Julien Courbet qui abandonne peu à peu le slim-fit trop chiche. Et vous, un avis?*» Oh que oui...

■ **France 2**, 18 février: «*Est-ce que c'est vrai que vous vous mettez tout nu pour écrire?*» Face à Bernard-Henri Lévy, Léa Salamé rehausse le niveau journalistique.

■ **Sud Radio**, 23 février: «*Qu'elle fasse du cinéma, c'est encore ce qu'elle fait de moins mauvais. [...] Excusez-moi je trouve que c'est une dinde!*» Élisabeth Lévy toute en finesse, à propos de l'actrice Adèle Haenel.

■ **Pure Médias**, 24 février: «*Ce que vous voyez le samedi soir, c'est ce que je suis. Ça provoque des trucs où on me dit toute la journée: "Qu'est-ce que t'es sympa en fait!" (rires) J'ai vraiment l'impression que tout le monde me prenait pour une grosse reloue, chiante et dure! Quelle image je devais renvoyer!*» Léa Salamé, en pleine séance de réflexivité.

■ **I24 News**, 26 février: «*Vous savez, en France, une grande majorité de la presse est assez mélenchonienne ou mélenchoniste. Il y a un espèce de logiciel de gauche, avec ce qu'il y a de pire dans la gauche, c'est-à-dire cet antisionisme associé à l'antisémitisme.*» Michel Onfray en pleine crise de Franz-Olivier-Giesbertisme... ■

Fatalisme

DÉMOBILISATION SOCIALE
L'ÉTERNEL RETOUR

Prêcher le découragement, sans trêve ni repos.

Le 10 janvier, à la suite des annonces de la Première ministre, l'intersyndicale annonçait une première journée de grèves et de mobilisation contre la réforme des retraites, le 19 janvier. Annonce saluée comme il se doit par l'orchestre des chiens de garde médiatiques, trop contents de pouvoir reprendre en chœur l'un de leurs couplets favoris: l'ode à la démobilisation sociale.

Alors que des grèves d'ampleur s'organisent dans la fonction publique et de nombreux secteurs du privé contre la réforme des retraites, le reportage et l'information sociale pourraient avoir le vent en poupe dans les rédactions. Las, à quelques (rares) exceptions près, c'est l'inverse qui se produit. L'organisation collective de l'action syndicale et politique – sur les lieux de travail, dans les quartiers, etc. – est un non-sujet, et les travailleurs mobilisés ne sont entendus, au mieux, que par le biais de micros-trottoirs: des formats courts, par définition, qui isolent et individualisent de surcroît la parole des acteurs en écrasant le collectif. Incapable de s'intéresser aux formes et aux enjeux du combat social et de son organisation, le journalisme dominant suit, à la lettre, sa feuille de route traditionnelle par temps de «réforme»: les professionnels du commentaire accaparent plateaux et micros pour diagnostiquer à grands coups de sonde l'état de «l'opinion», pronostiquer l'étendue des «galères» du futur «jeudi noir», et marginaliser syndicalistes et opposants politiques: retour sur une semaine de mobilisation médiatique… contre la mobilisation sociale.

> ***«Il peut y avoir une mobilisation forte mais je serais un peu étonné qu'elle dure des semaines et des semaines.»***
> Brice Teinturier

«LA RÉFORME PASSERA» : «FATALISME DES FRANÇAIS»… OU DÉTERMINATION DES CHIENS DE GARDE?

Au soir des annonces d'Élisabeth Borne, sur le plateau de «C dans l'air» (France 5, 10 janv.), Brice Teinturier (Ipsos) tient à rassurer la tablée: «*Mon*

1. Lire «Grève SNCF: le *JDD* et l'IFOP donnent le tempo de la démobilisation», Acrimed, 23 mai 2018.

hypothèse, c'est que compte tenu des efforts qui ont été faits pour les régimes spéciaux, il peut y avoir une mobilisation forte mais je serais un peu étonné qu'elle dure des semaines et des semaines. Parce que d'abord, à mon avis, les gens ont quand même en grande partie intégré l'idée que si le gouvernement passe de 65 à 64 ans, il n'ira pas tellement au-delà en termes de négociations et [...] vous vous mobilisez quand vous pensez quand même pouvoir arracher quelque chose. » Par un heureux hasard, les « impressions » de Gaëlle Macke, directrice déléguée de la rédaction de *Challenges*, confirment les « hypothèses » du sondologue : « *Il y a quand même un certain fatalisme, on a l'impression, sur ce sujet.* » Pour que le fatalisme se répande, rien de tel, en effet, que de le prescrire à toutes et à tous : « *Tout le monde a compris qu'il y allait avoir une réforme des retraites de toute manière. [...] La contestation ne changera pas le fait que politiquement, elle sera votée. Et en plus, après le Covid, il n'y a pas eu de gros mouvements de contestation. [...] Je ne suis pas sûre que l'heure soit aux mouvements collectifs.* »

> **« Tout le monde a compris qu'il y allait avoir une réforme des retraites de toute manière. [...] La contestation ne changera pas le fait que politiquement, elle sera votée. »** Gaëlle Macke

Des matinales radio aux magazines d'actualité, en passant par les colonnes de certains journaux, cette petite musique est omniprésente. La circulation libre et non faussée des prophètes de la démobilisation y est pour beaucoup : le 11 janvier, c'est au 20h de France 2 que l'on retrouve Brice Teinturier dispenser le même pronostic de défaite : « *Se mobiliser pendant des jours et des jours, et le faire quand vous vous dites "on obtiendra peu de résultats", ce n'est pas forcément dans le calcul coût-bénéfice quelque chose qui va dans le sens d'une mobilisation durable.* » En pointe dans le registre des élucubrations divinatoires, Nathalie Saint-Cricq distille elle aussi la résignation tout en prétendant diagnostiquer celle des « Français » : « *Il peut sembler paradoxal que les Français ne veuillent pas de cette réforme mais aient intégré que de toute façon, ça allait passer avec une forme de fatalisme.* » (« Questions politiques », France Inter/France Info, 14 janv.)

> **« Je ne suis pas sûre que l'heure soit aux mouvements collectifs. »** Gaëlle Macke

À l'appui de telles affirmations ? Des sondages, dont les commentateurs s'enivrent aveuglément – malgré les critiques formulées depuis des décennies à leur encontre –, et qu'ils utilisent pour maquiller grossièrement leurs partis pris, rabâchés obstinément. Fidèle au poste[1], le traditionnel duo Ifop/*Journal du dimanche* excelle en la matière. Le 15 janvier, l'institut engageait ainsi les interviewés à faire un « *pronostic concernant l'application de la réforme des retraites* », incités à dire si la réforme « *sera votée et appliquée* » ou « *finalement retirée face au mouvement social* »… qui n'a pas encore démarré. Un artéfact dont Jérôme

Béglé, directeur général de la rédaction du *Journal du dimanche*, exploite immédiatement le potentiel:

[Jean-Luc Mélenchon] se réjouit déjà des manifestations et des blocages annoncés par les organisations syndicales pour mettre en pièce la réforme des retraites [...]. Las, 68 % des Français interrogés par l'Ifop estiment que la réforme sera votée et appliquée. Même au sein de La France insoumise, une majorité (55 %) en est convaincue.

«La réforme passera», répète, dans un second article, le *JDD*, biberonnant les bavardages des sondeurs, et bien décidé à épauler le gouvernement:

Ces Français mécontents iront-ils clamer dans la rue tout le mal qu'ils pensent de cette réforme? Rien n'est moins sûr. [...] Car occuper la rue apparaît vain: 68 % des Français pensent ainsi que la réforme Macron passera malgré tout. [...] Sans doute se souviennent-ils que [...] les victoires syndicales ont été rares. «L'opinion a intériorisé le fait qu'un gouvernement ne recule plus et que l'action collective ne fonctionne plus, note Frédéric Dabi. [...]» Même chez les sympathisants de gauche [...], la conviction que le texte sera quand même voté prédomine. C'est peut-être la seule bonne nouvelle pour l'exécutif.

On en voit au moins une autre: le matraquage médiatique prophétisant le succès de «la-réforme» et l'échec de ses opposants. Une partition performative reprise en boucle par BFM-TV. Le 10 janvier, par exemple, face à Philippe Martinez:

–**Antonin André**, chef du service politique d'Europe 1: *Les sondages disent que 64 % des Français sont effectivement contre cette réforme sur le principe, pour autant, ça ne veut pas dire qu'ils suivront l'appel des syndicats à se mobiliser dans la rue. [...] On voit bien depuis quelques années que les syndicats sont en perte de vitesse, la CGT notamment dans les différentes élections professionnelles, parfois même, vous êtes à la ramasse [...].*

–**Nora Hamadi:** *Est-ce que vous n'avez pas ce sentiment que les Français sont aussi usés, fatigués par ces actions qui, finalement, n'aboutissent pas toujours?*

–**Maxime Switek:** *Vous sentez le doute qui flotte sur ce plateau et ailleurs [concernant la mobilisation]! Quand vous entendez par exemple celui que l'on cite systématiquement ces dernières semaines, c'est-à-dire le politologue Jérôme Fourquet, qui parle d'une espèce d'apathie politique qui aurait gagné la France et qui ferait qu'une partie des Français éventuellement contre cette réforme se soit résignée malgré tout à cette réforme et ne vous rejoigne pas dans la rue.*

> **«Le climat est plus à l'anxiété voire au découragement qu'à la colère et à l'éruption.»**
> Alain Duhamel

Rebelote le lendemain, face à Olivier Besancenot. Le porte-parole du NPA évoque-t-il des conflits en cours sur les salaires et de nombreux «*motifs de mécontentement*» qui pourraient constituer un «*catalyseur*»? Aurélie Casse l'interrompt: «*Ou l'inverse. Vous savez, c'est ce que disent les spécialistes, parfois on se prend tellement de baffes à la suite qu'on ne répond plus.*» Avant de persister, main dans la main avec le journaliste économique du plateau:

–**Emmanuel Lechypre:** *Là, aujourd'hui, on est quand même dans un moment d'inquiétude, avec l'inflation, assez forte sur les perspectives économiques et on sent qu'il y a une inquiétude plus que de la colère.*

–**Aurélie Casse:** *Parce qu'en fait, les Français sont fatalistes! Vous avez vu le sondage de Bernard Sananès. [...] Malgré cette forte opposition, 75 % pensent que la réforme sera quand même adoptée. [...] Pour se mobiliser, il faut aussi se dire «si je me mobilise ça peut marcher, je peux faire plier le gouvernement.» Peut-être que les Français se diront que non, que le gouvernement est déjà passé de 65 ans à 64 ans et qu'il est impossible aujourd'hui d'obtenir plus.*

> **«Ces Français mécontents iront-ils clamer dans la rue tout le mal qu'ils pensent de cette réforme? Rien n'est moins sûr.»**
> Le *JDD*

Ou encore... le 16 janvier:

–**Alain Marschall:** *Si on entre dans un conflit long, plutôt radical, avec des blocages forts, Emmanuel Macron sera sous pression, est-ce que la rue peut faire reculer le gouvernement?*

–**Alain Duhamel:** *Écoutez, je crois que non. [...] Je crois quand même que ça passera. Ça passera d'abord parce que c'est la réforme que, depuis le départ, Emmanuel Macron veut faire. Ensuite parce que les Français, même si ça ne leur fait pas plaisir de le constater, savent bien qu'autour de nous, dans tous les pays, ça a eu lieu avant nous! [...] Ensuite compte tenu de l'inflation, de l'Ukraine, du Covid [...], le climat est plus à l'anxiété voire au découragement qu'à la colère et à l'éruption.*

Mais c'est incontestablement à Apolline de Malherbe que revient la palme des chiens de garde, pour sa première question à destination de Philippe Martinez, reçu avec les honneurs dans la matinale de RMC et BFM-TV le 13 janvier:

Est-ce que vous saurez mobiliser? C'est un test pour le gouvernement mais c'est un test aussi pour les syndicats. Alors, mobiliser, sans doute, [...] mais gagner, peu de chances! Parce que j'ai regardé l'historique des dernières mobilisations: je suis remontée même un peu, puisque je suis remontée jusqu'à la réforme Fillon en 2003: un à deux millions de manifestants dans la rue, mais échec, la loi est adoptée. 2010, réforme Woerth, trois millions de manifestants dans la rue: échec, la loi est adoptée. 2014, réforme Touraine, petite mobilisation dans les rues mais échec tout de même, la loi est adoptée. 2016, grosse mobilisation contre la loi El Khomri: échec, elle est adoptée. 2017, contre les ordonnances Macron: échec. 2018, combat contre le projet de réforme de la SNCF, grand mouvement social qui dure près de trois mois,

mais échec, la loi est adoptée. Donc en fait, vous savez déjà que de toute façon, à la fin, vous perdez.

Prêcher le découragement, sans trêve ni repos. Une mission dont s'acquittent aussi bien les têtes d'affiche du service public. Sur France Inter (11 janv.), face à Laurent Berger qui évoque la « *détermination des travailleurs* », Léa Salamé ne parvient pas à réprimer sa morgue : « *Mais vous savez que de toutes les manières, il passera ce texte.* » Même musique sur France Info (18 janv.) :

« Vous savez déjà que de toute façon, à la fin, vous perdez. »
Apolline de Malherbe

–Ève Roger : *68 % [des Français] considèrent que [la réforme] va passer. Donc si vous pensez déjà que la réforme va passer, quel besoin est de s'organiser, de se mobiliser et de lutter ?*

–Axel de Tarlé : *Ça, ça milite pour une faible mobilisation. Il y a une résignation.*

–Ève Roger : *Oui c'est ça, c'est ce qu'on dit. On dit une lassitude, une résignation.*

« C'est ce qu'on dit », et qu'on rabâche… dans les grands médias. À cet effet, le service public est plein de ressources : le 16 janvier, l'émission « Les Informés » invitait autour de la table Laurence Sailliet – une habituée des plateaux de Cyril Hanouna –, présentée comme « éditorialiste et chroniqueuse politique » sans qu'il soit fait mention de son ancien poste de porte-parole pour le compte… des Républicains. Par sa voix, les auditeurs apprendront donc, ô surprise, que « *le gouvernement ne cèdera pas […]. On peut y passer trois ans, on est d'accord ou pas mais c'est ainsi. De toute façon, hier, dans le sondage Ifop-JDD, 68 % des Français disent qu'ils savent que la mesure va être adoptée et va être appliquée. Donc je crois que tout le monde a compris.* » L'animateur de l'émission, Jean-François Achilli, n'hésitait pas, quatre jours plus tôt (12 janv.) dans la même émission, à solliciter les bonnes idées de ses convives pour… fracturer le front syndical : « *Il n'y a aucun moyen de faire renoncer la CFDT, euh, à mobiliser ?* » Une idée partagée par le journaliste Julien Arnaud sur une chaîne concurrente : « *Est-ce qu'on sait si le gouvernement, en coulisse, en off, a lancé un peu des actions dès ce soir pour tenter, comment dirais-je, de morceler l'union syndicale ?* » (LCI, 10 janv.) Vous avez dit « journalistes militants » ?

« Mais vous savez que de toutes les manières, il passera ce texte. »
Léa Salamé

Et si l'on sent chez eux un peu d'inquiétude, c'est qu'un spectre affreux les hante, comme le reconnaît benoitement Alexis Brézet, directeur des rédactions du *Figaro* au micro d'Europe 1 (12 janv.) : ce « *désastre qui reste dans toutes les mémoires* », c'est le mouvement social victorieux contre le plan Juppé : « *En 1995, la réforme est abandonnée, c'est une catastrophe absolue.* » Et c'est sans doute pour conjurer cette issue funeste que l'hypothèse de l'abandon de cette contre-réforme est ainsi systématiquement évacuée.

« LA GALÈRE » QUI VIENT ET LE MATRAQUAGE ANTI-GRÉVISTES

Les chefferies éditoriales semblent déterminées à dépeindre cette journée de grève sous les sombres couleurs d'un « jeudi noir ». « TER, TGV, Ouigo, RATP : un jeudi de galère en perspective pour les usagers » ; « Grève : les parents s'organisent pour jeudi » ; « Grève : pire qu'en 1995 ? » ; « Écoles fermées : les enfants trinquent ? » ; « Avec la grève, les commerçants souffrent et rouspètent » ; « Retraites : avec les grèves, les commerçants s'inquiètent pour leur chiffre d'affaires » ; « Réforme des retraites : combien vont coûter les grèves ? » ; « Grève : quel impact sur le tourisme ? » *Ad lib.* Si BFM-TV ou RMC ne ménagent pas leurs efforts, les « 20h » sont à compter au rang des meilleurs producteurs de ce type de « reportages », dont la valeur informative approche, comme de coutume, le zéro. « *À quoi faut-il s'attendre ?* » interrogeait ainsi la Une du 20h de TF1 (12 janv.), qui présente, comme ailleurs, la grève d'abord et avant tout comme une nuisance, engendrant son lot de « victimes », qui recueillent soudain toute l'attention médiatique, et qu'on oppose, implicitement et arbitrairement, aux grévistes et aux acteurs du mouvement social. Le même soir, le traitement est identique sur France 2, qui reproduit la même question et égrène le même type de micros-trottoirs (automobilistes, parents et usagers des transports). Le tout illustré, sur les deux chaînes, par d'anciens reportages sur les « galères », recyclés pour l'occasion :

–Journaliste France 2: *Et si ces images de stations-service à sec, de trains annulés, se reproduisaient dans quelques semaines?*
–Journaliste TF1: *Va-t-on revoir ces files d'attente interminables à la pompe comme en novembre dernier? Trop tôt pour le dire.*

Mais suffisamment pour en faire un «sujet» au JT…

Quel est l'intérêt de ce genre de reportages? On le devine en écoutant le journaliste politique Gauthier Le Bret sur CNews (14 janv.):

Aujourd'hui, l'opinion publique est claire. Les Français ne veulent pas de cette réforme des retraites très majoritairement. Mais si les Français sont pénalisés puisqu'ils n'ont pas de transport, puisqu'il y a des grèves dans les raffineries, […] et qu'ils ne peuvent pas faire le plein, là, l'opinion française pourrait s'inverser et se ranger du côté du gouvernement, ou du moins dire: y en a marre des grèves, y en a marre de la CGT.

> **«On est en présence de mouvances fascistes.»**
> Daniel Riolo

Et en attendant que «l'opinion» le dise, on peut toujours le faire à sa place!

Autre motif d'espoir, évoqué par les bavards de France Info, qui se projettent déjà… en février:

–Axel de Tarlé: *Les vacances peuvent être menacées là!*
–Ève Roger: *Les départs en vacances peuvent être menacés. Donc ça peut contrebalancer l'opinion qui soutient le mouvement. […] Il y a déjà eu le premier week-end de Noël, où c'est très très mal passé auprès de l'opinion le fait de cette grève un peu surprise organisée par les contrôleurs. Là, si la France est bloquée le 4 février pour partir en vacances, là, ça risque d'être un moment décisif!*
–Axel de Tarlé: *Est-ce que cette colère et cette animosité vis-à-vis de la réforme des retraites, est-ce qu'elle a une base solide ou est-ce qu'elle est friable et qu'il suffit qu'on nous gâche les vacances de février pour que l'opinion se retourne comme une crêpe?* («L'info s'éclaire», 18 janv.)

On peut en tout cas faire confiance aux grands médias pour mettre toutes leurs forces dans cette bataille.

Et dans leur arsenal, ils usent volontiers d'une arme de démobilisation massive: les traditionnelles interpellations et autres violences symboliques infligées aux opposants. Hormis les morceaux de bravoure relevés plus haut, comment ne pas évoquer le cirque anti-grévistes de RMC, en représentation quotidienne dans l'émission «Estelle Midi»? «Jeudi noir le 19 janvier: craignez-vous la paralysie?» (11 janv.); «Nouvelle menace de grève dans les raffineries: ras-le-bol?» (12 janv.); «Les lycéens veulent tout bloquer: ridicule ou courageux?» (16 janv.); «Les grévistes veulent couper l'électricité des élus: scandaleux?» (17 janv.) Au cours de cette dernière émission, on entendra notamment Daniel Riolo sublimer le couplet habituel de la «prise d'otage», en déclarant à propos de Sébastien Menesplier, syndicaliste CGT Mines-Énergie[2]:

Ce monsieur, il faut le ficher S tout de suite en fait. Ces gens-là ne sont pas des démocrates, […] [ce] sont des extrémistes qui ne veulent pas d'une vie politique telle qu'on l'entend dans notre société, dans notre République, mais qui veulent l'usage de la force pour faire passer leurs idées. Donc on est bien en présence de ce que je disais tout à l'heure, de mouvances fascistes.

Ça promet… Présent chaque jour sur les plateaux de télévision, l'économiste et essayiste Olivier Babeau tient lui aussi à «*pousser une gueulante par anticipation*» contre les syndicats, d'ores et déjà qualifiés d'«*irresponsables*» (BFM-TV, 15 janv.): «*Ce blocage, fondamentalement, c'est un suicide pour une France qui va déjà très mal*» assène le commentateur (sans qu'aucun blocage n'ait eu lieu), qui s'interroge à grands coups d'injonctions:

Est-ce que, vraiment, on peut pas lever le pied?! Est-ce qu'à un moment, on ne peut pas se dire que la solution, c'est peut-être pas de tout bloquer pendant plusieurs semaines mais essayer d'avancer collectivement et de faire un progrès?! […] Vraiment, je crois que c'est quand même une très très mauvaise idée de bloquer le pays jeudi!

En plateau, trois chroniqueurs sur quatre sont d'accord… et enfoncent le clou du mépris. Mépris

2. Un syndicaliste ciblé de toutes parts pour avoir déclaré: «*On va aller voir ceux qui veulent la réforme, qui la soutiennent, ceux-là on va s'occuper d'eux. On va aller les voir dans leurs permanences, on va aller discuter avec eux, et puis si d'aventure ils ne comprennent pas le monde du travail on les ciblera dans les coupures qu'on saura organiser […]. On sera vigilant pour ne pas avoir de dommages collatéraux, l'objectif n'est pas de se mettre à dos les usagers.*»

et injonctions que l'on retrouve dans la bouche des grands intervieweurs des matinales radiophoniques:

–**Salhia Brakhlia face à Laurent Berger (CFDT)**, France Info, 16 janvier: *Journée de mobilisation, oui, mais la Première ministre, Élisabeth Borne, vous demande de ne pas pénaliser les Français. La CGT, par exemple, envisage de bloquer les raffineries et la distribution de carburant. Vous êtes sur la même ligne? […] Vous bloquez les raffineries ou pas?!*

–**Léa Salamé face à Fabien Roussel (PCF)**, France Inter, 17 janvier: *Les ministres se relaient depuis quelques jours dans les médias pour dire […] la mobilisation, oui, c'est un droit, mais il faut pas bloquer le pays. Vous, vous dites quoi? Si pour bloquer cette réforme, il faut bloquer le pays et ben il faut bloquer le pays? […] Donc il faut bloquer le pays? Faut bloquer le pays? Faut bloquer le pays après deux ans de Covid […]?! Non mais je vous pose la question!*

> **«Ce blocage, fondamentalement, c'est un suicide pour une France qui va déjà très mal.»**
> Olivier Babeau

–**Sonia Mabrouk face à Manuel Bompard (LFI)**, Europe1, 11 janvier: *Quand vous appelez à manifester, qu'est-ce-que vous souhaitez au juste? C'est le désordre, bloquer le pays? Est-ce que c'est de bloquer le pays quel que soit le temps du blocage et les conséquences?! […] Est-ce qu'à l'Assemblée, vous misez sur l'obstruction quitte à transformer le parlement en Zad?*

Et si la mobilisation journalistique contre les opposants ne fait que commencer, certains ont déjà placé la barre très haut. Ainsi des journalistes animant «Le Grand Jury» (RTL/LCI/*Le Figaro*) qui, le 15 janvier, encourageaient le gouvernement – représenté ce jour par Aurore Bergé – à légiférer urgemment pour entraver le droit de grève:

–**Jim Jarrassé:** *Est-ce qu'il faut une loi, selon vous, pour améliorer ce service minimum, dans les mois qui viennent? Très rapidement? Pour vraiment agir sur le quotidien des Français?*

–**Olivier Bost:** *La CGT menace d'un arrêt de la production dans les raffineries […] et d'un ralentissement de la production électrique […]. Est-ce que là-dessus, vous dites: il faut tout de suite réquisitionner? Une forme de réquisition préventive? […] Est-ce qu'il faut anticiper avec des réquisitions? Parce qu'on a vu ce qui s'était passé à la rentrée!*

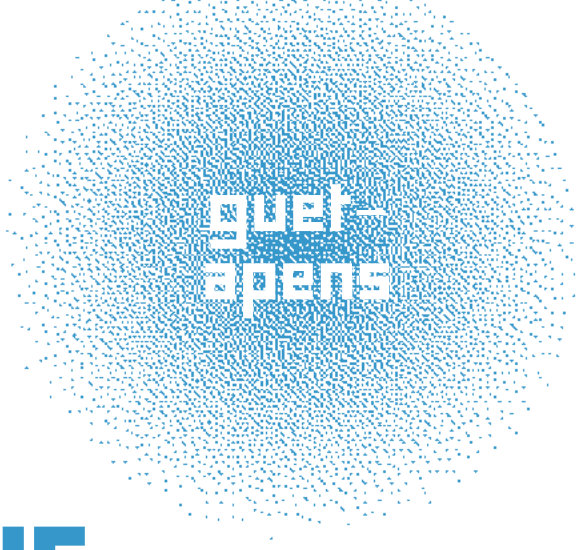
LES «RISQUES DE DÉBORDEMENTS»: UN JOURNALISME DE PRÉFECTURE PAR ANTICIPATION

Le bingo de la démobilisation sociale n'aurait pas été complet sans une dose de journalisme de préfecture. Le 10 janvier, BFM-TV consacrait ainsi une part non négligeable de son temps d'antenne à relayer une «note des services de renseignements» anticipant des violences (de manifestants) lors des futures manifestations. Une co-construction de la peur, à grand renfort de communication policière que les journalistes reprennent à leur compte sans aucune distance.

Circulation circulaire de l'information oblige, les journaux radiophoniques en font mention, tout comme le 20h de France 2 (11 janv.) tandis que sur LCI (10 janv.), cette non-information est utilisée pour cadrer l'interview d'un responsable syndical: «*Est-ce que vous craignez […] les radicaux, les black blocs qui se mêlent aux cortèges?*» s'inquiète ainsi Julien Arnaud face à Yvan Ricordeau, secrétaire national CFDT. Ce dernier refuse-t-il de «*verser dans la spéculation sociale*» ? C'est irrecevable pour le chien de garde, qui insiste: «*Mais comment réagirez-vous si, malgré tout, il y a de la violence, il y a de la radicalité qui échappe à votre contrôle?*» Et Valérie Nataf d'en ajouter une couche: «*Philippe Martinez a dû être exfiltré d'un cortège du 1er mai parce que les black blocs plus Gilets jaunes avaient réussi à totalement désorganiser le cortège! Vous dites que ce seront des manifestations pacifiques, familiales, comment empêcher ce phénomène alors qu'on a vu, les images sont dans tous les esprits, le leader de la CGT être exfiltré d'une manifestation un 1er mai, le totem des manifestations syndicales?!*» Ou comment semer les graines de la peur et de la disqualification, en oubliant, au passage, de mentionner que ce jour-là, les violences de la police n'étaient pas étrangères au «désordre» et qu'elles furent y compris dénoncées comme telles par… la CGT.

***

Prédictions sondagières aussi hasardeuses que biaisées sur l'état d'esprit de «l'opinion», prescription du fatalisme, invisibilisation de l'action collective, anticipation des «galères» causées par les grèves, violences médiatiques contre les opposants, exercices de futurologie sur la résistance du front syndical, prophéties catastrophistes sur les violences (des manifestants) lors des mobilisations… Les chiens de garde, engagés à corps perdus dans la «bataille de l'opinion», et se positionnant de fait, sous couvert de «commentaires», comme autant d'acteurs politiques dans le débat public, semblaient bien décidés à mater le «désordre» annoncé. ■



QUATRE JOURNALISTES CONTRE MARINE TONDELIER

Le 8 janvier, la secrétaire nationale d'EELV, Marine Tondelier, était l'invitée de «Questions politiques», une émission diffusée simultanément sur Franceinfo et France Inter, en partenariat avec *Le Monde*.

Le dispositif de cette émission hebdomadaire d'une heure, construit autour de trois éditorialistes et d'un présentateur, est réputé pour de mémorables et récurrentes gardes à vue du personnel politique de gauche, et ne laisse que de (très) maigres marges de manœuvre aux contestataires de l'ordre social. Nouvel exemple ce 8 janvier, où il fut question, en début d'entretien et pendant quinze minutes, de la future réforme des retraites.

L'émission cherche moins à faire entendre la parole de l'invité qu'à faire valoir l'invitant.

Comme souvent sur le PAF, une émission comme « Questions politiques » cherche moins à faire entendre la parole de l'invité qu'à faire valoir l'invitant: trois têtes d'affiche de l'éditocratie, réunies chaque semaine autour du présentateur Thomas Snégaroff – en l'occurrence ce 8 janvier, Nathalie Saint-Cricq (France Télévisions), Carine Bécard (France Inter) et Françoise Fressoz (*Le Monde*). « L'interview » à proprement parler débute d'ailleurs après un passage obligé par trois éditoriaux successifs, tant le commentaire de ces grandes observatrices de la vie politique est jugé incontournable…

Et d'une originalité à couper le souffle: *« Le pays bouge à chaque fois qu'il est acculé*, pontifie à cette occasion Françoise Fressoz. *Et il bouge de façon assez profonde parce qu'au fond, il sent que c'est l'opération de la dernière chance. […] Donc moi, ce que je sens comme philosophie […], c'est qu'au fond, on se réforme, on s'adapte, et c'est ce qui fait qu'on reste quand même une grande puissance qui compte.»* De quoi largement présager de la suite… Car en tant qu'opposante à la réforme des retraites, Marine Tondelier perturbe incontestablement la « philosophie » de Françoise Fressoz. Ce qui lui vaut d'emblée, en guise de première question, un rappel à l'ordre:

Thomas Snégaroff: *Vous avez écrit que vos baskets étaient prêtes, sous-entendu que vous êtes prête à descendre dans la rue, si j'ai bien compris ce que ça voulait dire… Vous n'avez pas d'abord envie d'écouter Élisabeth Borne qui mardi va présenter les grandes lignes [de la réforme des retraites]?*

Un sarcasme que l'on retournerait volontiers aux journalistes, n'ayant de toute évidence pas attendu le texte officiel de la Première ministre pour en faire la promotion[1], parmi lesquels Françoise Fressoz, qui décrivait le 27 décembre 2022, dans *Le Monde*, une réforme *«devenue indispensable, non seulement pour équilibrer le système mais aussi pour ras-*

> **« On se réforme, on s'adapte, et c'est ce qui fait qu'on reste quand même une grande puissance qui compte. »**
> Françoise Fressoz

surer Bruxelles.» L'absence du texte officiel n'empêchera pas non plus les intervieweurs du jour d'en « débattre », et encore moins de pousser leur invitée à délivrer (par avance) des bons points au gouvernement:

–Carine Bécard: *Malgré tout, il n'y a pas des choses que vous pourriez retenir?*

–Nathalie Saint-Cricq: *Genre les 1 200 euros?!*

–Carine Bécard: *Voilà, le minimum vieillesse. Mais je pense aussi à l'index qu'ils veulent mettre dans les entreprises pour les seniors. Ça, c'est quand même des choses positives ou pas?*

Ainsi l'interpellation initiale de Marine Tondelier par Thomas Snégaroff n'apparaît-elle guère légitime, peinant à cacher le vrai problème aux yeux des journalistes: refuser le recul de l'âge de départ à la retraite – qui fonde de fait le désaccord de toutes les oppositions politiques et syndicales. Voilà qui n'est pas acceptable. Dès le début de l'interview, Françoise Fressoz se charge ainsi de le faire comprendre à l'invitée, en reprenant le mantra du déficit budgétaire pour justifier la nécessité de la réforme gouvernementale:

Françoise Fressoz: *Il y a quand même [...] un problème de financement, que vous ne jugez pas très important, mais qu'est-ce qu'il faut faire? Est-ce qu'on reste les bras ballants en disant «bah, on va attendre que le système se déséquilibre tranquillement et on ne paiera plus les pensions», ou il y a des remèdes à trouver?*

Où l'on comprend que les « remèdes » sont nécessairement néolibéraux et que tout opposant à l'affaiblissement de l'État social est, aux yeux de l'éditocratie, un partisan de l'« immobilisme ». Dans ce registre, Nathalie Saint-Cricq reste encore la plus explicite:

Nathalie Saint-Cricq: *Est-ce que vous considérez qu'on ne touche à rien, ou est-ce que vous êtes comme certains au Parti socialiste ou à La France insoumise à considérer que non seulement on ne bouge pas, mais on revient à 60 ans, c'est-à-dire que même la réforme Touraine votée en 2014, c'est quelque chose qui n'était pas nécessaire?*

Où l'on comprend qu'une réforme visant un (retour au) progrès social – la retraite à 60 ans – équivaudrait à « ne pas bouger »... Passés les inévitables aboiements – *« Élisabeth Borne dit 100 milliards [de déficit] sur 10 ans quand même!»* (Françoise Fressoz); *« Les Français vieillissent et il y aura de plus en plus d'inactifs face aux actifs!»* (Carine Bécard) –, Françoise Fressoz continue de prêcher insidieusement le « no alternative » au fil d'une autre question à tiroirs, consistant à distiller ses partis pris sous la forme interrogative, en prenant soin de caricaturer les positions de ses adversaires pour mieux les décrédibiliser:

Françoise Fressoz: *Alors, la réforme des retraites, elle s'inscrit dans un contexte qui est un endettement de la France assez conséquent: plus de 110 % du PIB, des taux d'intérêt qui remontent donc un problème de charge de la dette qui va peser dans les années à venir. Comment vous considérez ce sujet? En disant «bon ben on essaiera d'annuler la dette, c'est pas une charge», ou comment vous essayez de concilier ce que vous proposez, c'est-à-dire de nouveaux avantages, le retour à la retraite à 60 ans, ce qui va coûter et non pas faire des économies, et cette situation budgétaire dans laquelle on se retrouve?*

Une « question » qui n'en est pas vraiment une, tant les incises sont éloquentes et la mise en « contexte », passablement orientée (on pourrait en choisir d'autres) et qui contraint l'interview, sinon l'interviewée, à valider le cadrage gouvernemental et libéral. Interrompant de surcroît Marine Tondelier au bout de cinq secondes – *« D'accord, mais il y a quand même un environnement très endetté!»*, puis, agitant les bras en l'air: *« D'accord, d'accord... [...] Mais vous, vous pensez qu'on peut tout financer comme ça?»* – Françoise Fressoz ne cherche pas tant à savoir comment son invitée « considère le sujet » qu'à pointer du doigt une opposante ayant l'outrecuidance de ne pas considérer le sujet... à la manière du gouvernement.

> **« La réforme des retraites, elle s'inscrit dans un contexte qui est un endettement de la France assez conséquent. »**
> Françoise Fressoz

1. Lire « Réforme des retraites: l'éditocratie en ordre de bataille », *Médiacritiques* n°45, janv.-mars 2023, p. 40.

LES INTERLOCUTEURS ILLÉGITIMES *VERSUS* LE GOUVERNEMENT

Ainsi, toute référence non homologuée – par le gouvernement – finit pas être disqualifiée. Marine Tondelier s'appuie-t-elle sur une tribune de Thomas Piketty[2] pour dénoncer le fait que les 20 milliards d'euros d'économies annuels revendiqués par le gouvernement dans le cadre de cette réforme *«seront pris aux plus pauvres»* ? Aucun des quatre intervieweurs ne réclame de développement ni ne rebondit sur cette tribune. Pis, Nathalie Saint-Cricq tient à donner une « précision » aux auditeurs:

–**Nathalie Saint-Cricq:** *Bon alors d'abord, Thomas Piketty n'est pas a-idéologique [sic] !*

–**Marine Tondelier:** *Mais Élisabeth Borne non plus.*

–**Nathalie Saint-Cricq:** *Très bien… C'était pour juste préciser si par hasard nos auditeurs ne connaissaient pas Thomas Piketty, il est plutôt considéré comme un économiste très à gauche.*

Une « précision » dont s'exemptent les mêmes intervieweurs quand ils invitent des économistes libéraux, qui peuvent quant à eux s'exprimer dans les médias ou y présenter des émissions – comme c'est le cas sur le service public radiophonique[3] – sans risquer le moindre étiquetage politique de la part des journalistes.

Rebelote lorsque Marine Tondelier cite un rapport de la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) faisant valoir que la réforme gouvernementale pèsera bel et bien sur les dépenses publiques[4]. Une analyse qui aurait d'autant plus mérité d'être détaillée qu'elle n'est jamais mentionnée par les commentateurs préférant souligner, à l'instar de Françoise Fressoz, qu'une retraite à 60 ans *«va coûter et non pas faire des économies»*. Cette dernière bricole donc aussitôt un contre-argument imparable au rapport de la Drees:

> **«Est-ce que vous n'êtes pas inquiète de vous retrouver un peu seule avec vos baskets dans la rue?»**
> Thomas Snégaroff

Ouais… le gouvernement a des chiffres complétement euh… qui contredisent complétement ça ! Qui contredisent complétement ça.

Un point c'est tout.

«Marine Tondelier… Marine Tondelier. J'ai quand même une question que je pose souvent ici: mais alors, pourquoi le font-ils ?» Et Thomas Snégaroff de réitérer quelques instants plus tard: *«Je reprends ma question: le gouvernement veut-il donc sciemment appauvrir les plus pauvres, les plus vieux, et si c'est le cas, pourquoi ?»* Le journaliste coupe la réponse au bout de seulement trois secondes – *«Mais pourquoi ? Mais pourquoi ?!»* –, secondé par Nathalie Saint-Cricq: *«C'est de la méchanceté ?»* La responsable écologiste évoque alors un *«gouvernement au service d'une classe»* et pointe de précédentes mesures antisociales, comme la baisse des APL ou *«la traque aux chômeurs»*. C'en est trop pour Nathalie Saint-Cricq, qui l'interrompt et entame sa propre (mais courte) liste:

–**Nathalie Saint-Cricq:** *La gratuité des prothèses auditives, la gratuité d'un certain nombre de choses.*

–**Marine Tondelier:** *Ok, non mais…*

–**Nathalie Saint-Cricq:** *Ben non, non, mais attendez ! S'il faut faire un bilan, on peut le faire globalement !*

Chiche…

Une nouvelle fois, l'entretien ne dépareille pas la collection des guet-apens du PAF par temps de réforme. De A… à Z: quoi de mieux, pour clore le dossier des retraites, qu'une petite dose de démobilisation sociale ?

–**Thomas Snégaroff:** *Comment ça va se terminer dans la rue ? Est-ce qu'il y aura du monde ? Beaucoup évoquent une forme d'apathie de la société française. Est-ce que vous n'êtes pas inquiète de vous retrouver un peu seule avec vos baskets dans la rue ?*

–**Carine Bécard:** *Les syndicats ne gagnent plus rien dans la rue aujourd'hui ! Qu'est-ce qu'ils ont gagné ?!*

Rideau.

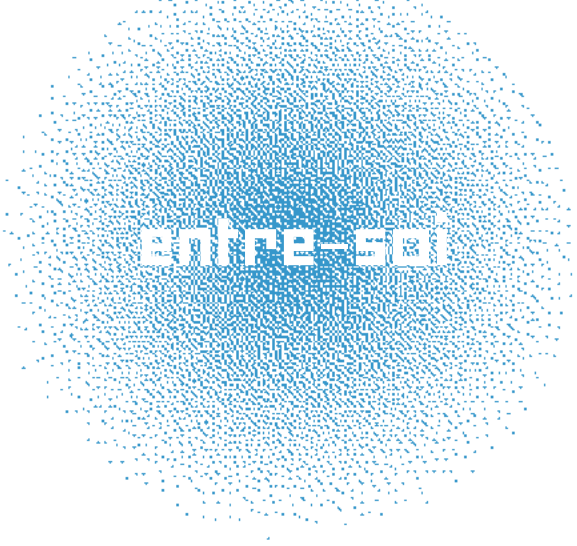
* * *

Au terme de cet « entretien », et comme souvent, les auditeurs en auront sans doute davantage appris sur le positionnement des journalistes concernant la future réforme qu'ils n'auront eu accès à l'argumentaire de l'une de ses opposantes. « Retraites: révoltés ou résignés ? » titrait le bandeau de l'émission. Déterminés à défendre les reculs sociaux, les éditorialistes le sont assurément.

2. « Thomas Piketty: "Avec sa réforme des retraites, Emmanuel Macron va-t-il de nouveau se tromper d'époque en s'illustrant comme président des riches ?" », *Le Monde*, 7 janv.

3. L'émission « Les informés de l'éco » (France Info) est, par exemple, *«présenté[e] par Emmanuel Cugny avec le Cercle des économistes»*.

4. *«Si vous retardez de deux ans l'âge de départ en retraite, ça a des conséquences de 5 milliards sur les finances publiques: 1,3 milliard sur l'assurance chômage, parce que ça va créer du chômage, et 3,6 milliards sur les prestations sociales, l'AAH [Allocation adultes handicapés] et l'invalidité. Si on regarde à 65 ans, c'est 7,5 milliards de coûts.»*



LCI PULVÉRISE LE PLURALISME

Le 10 janvier, dans le prolongement de la conférence de presse d'Élisabeth Borne, la rédaction de LCI choisissait de reconvertir l'émission «Un œil sur le monde» en une édition spéciale de presque deux heures, entièrement consacrée à la réforme des retraites. Et quasi entièrement accaparée par… ses partisans!

«*Il y a déjà énormément, énormément de réactions et on va les commenter […] avec notre plateau ici: les analystes stars de LCI! La dream team de l'analyse est avec nous ce soir!*» Tremblez! Fidèle à son ADN, LCI a effectivement mis le paquet: Adrien Gindre, rédacteur en chef du service politique de TF1/LCI, Arlette Chabot et Jean-Michel Aphatie, qu'on ne présente plus, Pascal Perri, grand propagandiste par temps de réformes[1], et enfin Valérie Nataf, éditorialiste maison, elle aussi. Un plateau 100 % éditocrates donc, chapeauté par Julien Arnaud. Au cours de l'émission, la rédaction opérera trois changements… pour que rien ne change:

- À 20h35, François Lenglet remplace Pascal Perri;
- À 20h55, Raymond Soubie fait son entrée, présenté comme «spécialiste des questions sociales» (nous y reviendrons…);
- À 21h11, Maurice Szafran (éditorialiste à *Challenges*) et Damien Fleurot, chef adjoint du service politique TF1-LCI, relèvent respectivement Jean-Michel Aphatie et Adrien Gindre.

Si de (très) maigres nuances se font jour sur le fond de la réforme, chacun l'accompagne poliment au nom de la défense de l'ordre établi.

Dans ce parfait entre-soi, si de (très) maigres nuances se font jour sur le fond de la réforme, chacun l'accompagne poliment au nom de la défense de l'ordre établi. Une réforme injuste? Passe encore. Mais face au «désordre» que préparent les opposants, l'éditocratie veut serrer les rangs.

Cette conversation mondaine d'une heure et cinquante-deux minutes piétine allègrement le pluralisme, pour au moins trois raisons. D'abord, parce que seules 17 minutes, soit un septième du temps total de l'émission, sont allouées à Philippe Martinez et Céline Verzeletti (CGT), Yvan Ricordeau (CFDT) et Éric Coquerel (La France insoumise) pour porter la contradiction[2]. Ensuite, parce que ces derniers interviennent à tour de rôle en duplex, soit dans des conditions

1. Lire «Aux grandes réformes les grands experts: le cas de Pascal Perri», Acrimed, 29 mars 2018.

2. Deux députés du Rassemblement national, également opposés à la réforme, s'expriment: Laure Lavalette, en duplex pendant 4 minutes 30 et Jordan Bardella, dont une courte prise de parole est retransmise. Les Républicains, soutiens du gouvernement, interviennent quant à eux à trois reprises: les réactions d'Olivier Marleix et Éric Ciotti sont diffusées à l'antenne et Agnès Evren, vice-présidente du parti, est interviewée en duplex pendant 5 minutes 20.

bien moins confortables que celles allouées aux commentateurs autorisés, empêchant notamment les premiers de réagir aux propos des seconds. Enfin, parce que non contents de détenir le monopole de la parole, les chiens de garde ne résistent pas à la tentation de tancer leurs opposants pendant le peu de temps d'expression qui leur est imparti. Si Éric Coquerel en fait les frais – « *Emmanuel Macron, il a été élu ! [...] Est-ce que la démocratie n'a pas parlé au moment de la présidentielle ?* » (Julien Arnaud) –, Philippe Martinez reste au centre du viseur collectif :

> **« C'est une réforme qui permettra de faire des économies qui vont être redistribuées. Moi ce qui me frappe dans cette réforme, c'est qu'elle est relativement sociale. »**
> Pascal Perri

–Adrien Gindre [à propos de la journée de mobilisation du 19 janvier] : *Pourquoi si tôt ?! Pourquoi si vite ? Pourquoi avant le conseil des ministres ? Vous n'attendez rien de la discussion qui va s'ouvrir au Parlement et qui peut encore améliorer le texte ?*

–Valérie Nataf : *Ce qui m'a beaucoup frappée, moi, c'est votre appel récurrent à la jeunesse et aux organisations de jeunesse que vous appelez à vous rejoindre dès le 19 janvier [...], donc le premier jour de grèves et de manifestations. On le sait, les mouvements de jeunesse, c'est ce que redoutent en général le plus les gouvernements. Est-ce que c'est une façon d'instrumentaliser ces mouvements de jeunesse pour peser plus facilement sur le gouvernement ?*

–Arlette Chabot : *Est-ce que vous considérez que toute discussion, toute rencontre avec la Première ministre ou avec le ministre du Travail est désormais totalement inutile ? Et vous refusez toute concertation, c'est fini ?*

En d'autres termes, trois procès en illégitimité. Auxquels Pascal Perri ajoute un quatrième réquisitoire :

–Pascal Perri : *Ce que dit la Première ministre, c'est que le régime est en péril. Précisément, il faut assurer la retraite par répartition dans le temps pour les jeunes. Et puis, il y a des mesures sociales ! Les mesures de prise en compte du congé maternité, des prises en compte de périodes d'intermittence, les 1 200 euros de pension minimum. Monsieur Martinez, c'est le taux de remplacement le plus élevé possible pour quelqu'un qui a été au Smic toute sa vie ! Et vous parlez, vous, de régression sociale ?! Là, je comprends pas !*

–Philippe Martinez : *Bah je vais vous expliquer si vous comprenez pas.*

–Pascal Perri : *J'suis prêt ! [Rires]*

Une poignée de secondes allouées à Philippe Martinez ? Autant de secondes en trop pour Pascal Perri, qui n'en finit pas de déverser sa morgue :

–Philippe Martinez : *[À propos des] 1 200 euros, on ne sait pas si c'est le régime général uniquement ou si ce sera le régime général et les complémentaires qui feront qu'on arrivera aux 1 200 euros et puis... [Coupé]*

–Pascal Perri : *C'est le régime général.*

–Philippe Martinez : *Ça n'a pas été précisé et on a des doutes... [Coupé]*

–Pascal Perri : *Et la mesure est rétroactive.*

–Philippe Martinez : *Non mais vous pouvez faire le porte-parole du gouvernement, moi... [Coupé]*

–Pascal Perri : *Non mais je vous donne des faits, moi. Répondez plutôt ! Je vous donne des faits. C'est des faits ça !*

–Philippe Martinez : *Mais écoutez-moi !*

–Pascal Perri : *Bah je vous écoute.*

–Philippe Martinez : *Non, ce ne sont pas des faits... [Coupé]*

–Pascal Perri : *Bah si !*

–Philippe Martinez : *Ce ne sont pas des faits... [Coupé]*

–Pascal Perri : *Si.*

On ne saura jamais ce qu'aurait voulu démontrer Philippe Martinez, les interruptions intempestives – dans les conditions d'un duplex qui plus est – ayant rendu son expression littéralement impossible.

Une fois ces éléments perturbateurs mis à la porte, tout rentre dans l'ordre. Monsieur Perri fait ses gammes – « *C'est une réforme qui permettra de faire des économies qui vont être redistribuées. Moi ce qui me frappe dans cette réforme, c'est qu'elle est relativement sociale.* » –, paraphrasé par François Lenglet, qui, à peine assis, s'empresse de vanter une réforme à la « *composante redistributive très importante* ». Et tandis que Jean-Michel Aphatie, Arlette Chabot et consorts s'étourdissent de pronostics sur la future mobilisation, la « *concurrence* » syndicats/partis de gauche ou « *la résurrection* » des Républicains, le mot d'ordre de l'émission se précise : « Information nulle part, commentaire de la communication partout ». Adrien Gindre : « *Le gouvernement doit pouvoir montrer qu'il sait travailler avec des oppositions différentes pour ne pas s'enfermer dans l'idée qu'il est uniquement dans le dialogue de droite, c'est aussi la raison pour laquelle la Première ministre a autant insisté sur les avancées sociales, comme le rappelait François [Lenglet].* » Commentaire de la communication, pour ne pas dire communication tout court :

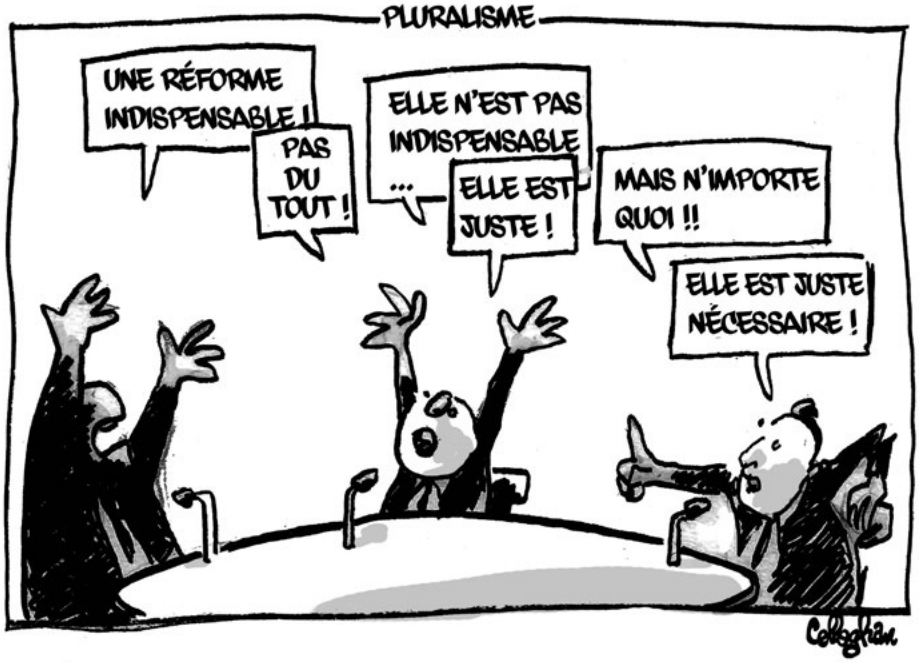
–Arlette Chabot : *[Le gouvernement a] un train de retard sur l'information des Français. Il fallait ambiancer, si je puis dire,*

3. « Le "spécialiste" que les médias s'arrachent », *PLPL*, n°9, avril 2002.

4. « *[Lors des recrutements en entreprise], il arrive de plus en plus souvent que [ce soit] l'examinateur qui [soit] examiné ! Celui qui doit recruter dans l'entreprise, on lui dit [...] : "tu me donnes du temps libre parce que moi, je veux vivre, j'ai pas envie de passer une vie entièrement au travail !" [...] Hier soir, il se trouve que j'avais un délicieux dîner avec vingt dirigeants d'entreprises sur le sujet.* » Ainsi va « le monde » de Raymond Soubie...

5. Lire « Un journalisme à la chaîne », *Médiacritiques* n°36, oct.-déc. 2020, p. 4.

6. Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1, Un pouvoir*, Fayard, 1997.



avec les chiffres ! [...] Les projections, le nombre de cotisants pour le nombre de retraités, le déficit envisagé... refaire un petit peu cette information de base pour les Français. [...]

–**Jean-Michel Aphatie :** *Les chiffres du COR ont été très médiatisés.*

–**Arlette Chabot :** *Bah, très médiatisés, mais le gouvernement n'a pas dit « voilà pourquoi nous sommes absolument obligés ». Faut faire une énoooorme pédagogie ! [...] Donc là, je pense qu'ils ont raté la première partie et maintenant, il faut vraiment parler aux Français.*

Qu'Arlette Chabot se rassure : dès « la première partie », la pédagogie du gouvernement a pu compter sur de nombreux télégraphistes qui, sur LCI et ailleurs, continueront d'accaparer les plateaux.

> **« Il n'y a pas d'autre solution pour le gouvernement, maintenant, les dés sont lancés, il faut tenir. »**
> Arlette Chabot

Le cirque médiatique culmine aux alentours de 20h55, lorsque Julien Arnaud annonce l'arrivée d'un retraité en plateau :

–**Julien Arnaud :** *[Au] temps de la présidence Sarkozy, [...] il y avait des négociations avec Bernard Thibault [l'ancien secrétaire général de la CGT]. Et qui les menait, ces négociations ? Eh bien c'est Raymond Soubie. Et Raymond Soubie, il est avec nous ce soir sur ce plateau ! Merci beaucoup de nous avoir rejoints. Expert évidemment de toutes ces questions sociales. Et vous en avez mené, vous, des réformes des retraites [...] ! Est-ce que le gouvernement a manœuvré du mieux qu'il pouvait pour tenter de faire passer sa réforme ou est-ce qu'il faudrait revoir la copie ?*

–**Raymond Soubie :** *Eh bien pour répondre précisément à la question, je crois que le gouvernement s'en est pas mal sorti.*

L'inverse aurait pu surprendre de la part du « *grand architecte de la démolition sociale* », ainsi que le baptisait *PLPL*[3] en 2002, et qui, vingt ans plus tard, n'a rien perdu de sa superbe :

L'ensemble [de la réforme] est à la fois assez fort, puisqu'on est censés atteindre l'équilibre dans les années 2030 et qu'au fond, socialement, c'est quand même assez équilibré. Alors j'entends beaucoup de gens qui disent « il y a des perdants, c'est scandaleux ». Mais dans tout système, il y a des gagnants et il y a des perdants, la perfection n'est pas de ce monde !

La haine de classe, en revanche, est consubstantielle au monde de LCI. Car c'est avec un délice non déguisé que les commentateurs écouteront par la suite le « spécialiste des questions sociales » larmoyer sur les « difficultés » des gagnants de la macronie, ou raconter son « *délicieux dîner avec vingt dirigeants d'entreprises* » la veille au soir[4].

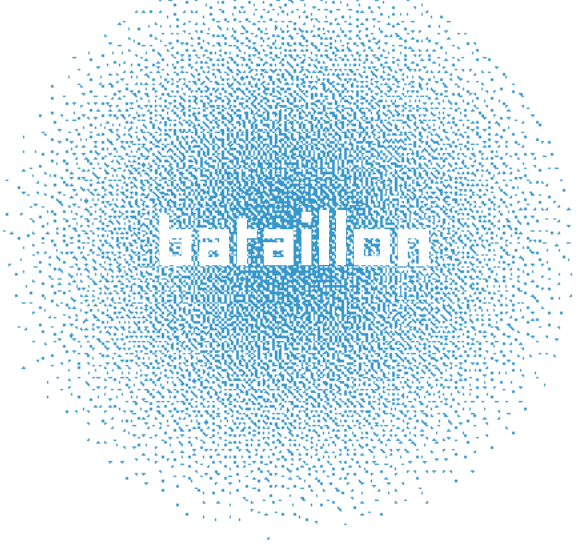
Des tirades qui n'empêcheront pas le présentateur de solliciter l'avis de l'expert sur la « *préparation psychologique et politique du pays* » face à la réforme. Et quelle qu'elle soit, Arlette Chabot et Maurice Szafran savent parfaitement ce qu'il leur faudra prescrire :

–**Arlette Chabot** [s'adressant à Raymond Soubie] : *Il n'y a pas d'autre solution pour le gouvernement, maintenant, les dés sont lancés, il faut tenir. Tenir au Parlement, tenir face à la rue, ce que vous avez connu en 2010. Il n'y a pas d'autre solution, et c'est attendre en espérant que ça passera.*

–**Maurice Szafran :** *On peut penser, Arlette, que face au Parlement, ça fonctionnera. [...] Le vrai problème, c'est la rue.*

***

Et le vrai problème de l'information, ce sont ses tenanciers : des gardiens de l'ordre, déguisés en journalistes, accaparant un bien commun pour défendre leurs intérêts de classe. LCI ne s'en est d'ailleurs jamais caché[5] : « *Cette chaîne sera un instrument de pouvoir* », affirmait Christian Dutoit, ancien directeur général adjoint de TF1. « *20 000 à 25 000 Français se considèrent comme des acteurs de premier plan de la vie politique, économique, religieuse, intellectuelle, scientifique [...]. Si nous ouvrons une chaîne d'information, on se fera 25 000 copains.* »[6] CQFD.



EUROPE 1 EN TENUE DE COMBAT

Bis repetita.

Lors de la mobilisation contre le précédent projet de réforme des retraites en 2019 – finalement abandonné –, nous synthétisions la ligne éditoriale d'Europe 1: «*partis pris incessants, violence et mépris assumés, suivisme vis-à-vis du gouvernement et disqualification systématique de toute proposition politique alternative…*»[1].Trois ans plus tard, rien n'a changé.

Le chœur des chiens de garde de la station Lagardère-Bolloré reprend toujours la même rengaine, comme le concède d'ailleurs Géraldine Woessner, agacée: «*Ça fait vingt ans que j'écris des articles pour des réformes des retraites; ça fait vingt ans que j'écris la même chose. À chaque réforme qui vient, je sais que je vais le réécrire dans dix ans car le problème ne sera pas réglé.*» (23 janv.)

UNE RÉFORME AUSSI INÉVITABLE QU'INDISPENSABLE

Par temps de réforme, l'antenne d'Europe 1 n'est donc plus qu'une laborieuse logorrhée libérale, où se déploie l'argumentaire du gouvernement, jour après jour, émission après émission. En guise de pluralisme, l'ensemble du panel des professionnels du commentaire est représenté! Dans la famille des économistes libéraux, on demande Nicolas Bouzou: «*La réforme n'est pas injuste. Elle ne vise pas seulement à sauvegarder le système, mais à sauvegarder le niveau des pensions*», affirme-t-il le 11 janvier, pour mieux se répéter quelques jours plus tard – «*La réforme actuelle est bénigne*» (18 janv.) –, et enfoncer le clou: «*Améliorer l'éducation, construire des logements, décarboner l'économie, ça nécessite de travailler plus, pas moins.*» (19 janv.) Dans la famille des éditocrates indéboulonnables, on demande le duo Nicolas Beytout / Philippe Val. Bonne pioche, à nouveau! Le premier: «*C'est une bonne réforme.*» (22 janv.) Le second: «*Quand retombera la poussière des fantasmes que soulèvent les protestations, on se retrouvera face à la réalité têtue de la démographie […]. Tous les spécialistes sont d'accord sur un point: il faut réformer pour que l'indispensable solidarité soit soutenable.*» (16 janv.) Dans la famille des petits chefs de rédaction, on demande *Le Figaro*: «*L'essentiel, c'est que la réforme soit votée*» réclame Alexis Brézet le 10 janvier. «*Cette réforme, c'est un indispensable ajustement technique*», pontifie Vincent Trémolet de Villers le

1. «Europe 1 en tenue de combat», *Médiacritiques* n°34, janv.-mars 2020, p. 31.

lendemain – avant de la déclarer « *absolument légitime* » (23 janv.) –, paraphrasé par un autre journaliste du quotidien de Dassault, ayant lui aussi micro ouvert sur Europe 1 : « *On ne peut pas ne pas faire cette réforme ! [...] C'est une petite réforme [...], assez comptable, tout à fait naturelle [sic] à décaler l'âge de la retraite tout en étant très sociale par ailleurs à pleins d'égards* » certifie Mathieu Laine face à Sonia Mabrouk (26 janv.). D'ailleurs Nicolas Bouzou est formel : « *Si on ne fait rien, c'est l'appauvrissement assuré* » (31 janv.).

La « justice sociale », c'est également le message qu'entreprennent de diffuser les deux matinaliers-phare de la radio. Peu importe le mensonge, pourvu qu'il soit en écho à la communication du gouvernement : « *Cette réforme est juste parce qu'on [...] doit arriver à l'équilibre* » affirme Sonia Mabrouk (25 janv.), secondée par Dimitri Pavlenko : « *Les avancées sociales de la réforme – il faut bien l'admettre – sont considérables* » ose-t-il (13 janv.)... à répétition : « *Vous avez vu la pénibilité, il y a quatre personnes sur dix qui vont être exclues du départ à 64 ans, qu'est-ce qu'on peut faire de plus ?! Le minimum contributif à 1 200 euros, etc. !* » (19 janv.)

> **« Cette réforme, c'est un indispensable ajustement technique. »**
> Vincent Trémolet de Villers

Du côté des chroniqueurs d'Europe 1, un autre élément de langage tourne à l'obsession : celui des « voisins européens ». Et là encore, nul besoin d'argumenter, la propagande est bien plus efficace :

–**Charles Villeneuve :** *On n'est entourés que d'imbéciles finalement ! Les Espagnols, les Italiens, les Allemands. Des abrutis finalement ! Ils repoussent tous à 67 ans et pourquoi nous, nous le refusons catégoriquement ? (21 janv.)*

–**Nicolas Bouzou :** *C'est grotesque [de ne pas repousser l'âge de départ à 67 ans], c'est ridicule ! On est absolument ridicules ! Regardez tous les autres pays : l'Espagne est en train de passer à 67 ans, l'Allemagne, ça fait longtemps, la Belgique, et plein d'autres pays. Écoutez, c'est pas sérieux ! Notre affaire n'est pas sérieuse ! (26 janv.)*

Des voix discordantes ? Bien sûr ! Celles qui déplorent le manque d'ambition d'Emmanuel Macron : « *Le gouvernement n'a pas osé faire une vraie réforme, dans dix ans, il faudra y revenir, le système sera à nouveau en déficit !* », se désole par exemple Géraldine Woessner, pour qui reporter l'âge de départ à la retraite relève de « *rustines* » (12 janv.). Dans la même émission, Charlotte d'Ornellas se lamente à son tour : « *L'opposition grandit alors que cette réforme s'affaiblit par rapport à son caractère initial.* » « *J'attends le moment où la réforme va coûter plus cher que les économies qu'elle rapporte !* » se fâche encore Yves Thréard (25 janv.), ne faisant que rabâcher ce que déplorait déjà l'inénarrable Catherine Nay quatre jours plus tôt : « *Sur une réforme qui va rapporter 12 milliards, y a déjà 6 milliards en moins à cause de ce qu'on a lâché ! [...] Donc, on va jusqu'où ? On va jusqu'où ?!* » (21 janv.)

EUROPE 1 S'ADRESSE À EMMANUEL MACRON : « TENIR JUSQU'AU BOUT »

Dans ce flux éditorialisé en continu, les conseillers du prince auront évidemment fait la démonstration de leur implacable perspicacité : « *On peut raisonnablement espérer que les grèves seront moins massives et leurs conséquences moins violentes cette année* », se rassurait Alexis Brézet le 12 janvier. « *Je ne crois pas à une très forte, à une très puissante mobilisation* », prophétisait encore Géraldine Woessner. D'ailleurs, comme dans la plupart des médias, les devins d'Europe 1 n'en finissaient pas de prescrire la résignation : « *Les Français ont intégré que cette réforme passerait* » déclarait par exemple Carole Barjon, avant de s'avancer plus encore dans le pronostic : « *Et ça passera probablement à l'Assemblée. Faut rester prudents mais...* » (16 janv.). « Rester prudents », mais ne pas lésiner sur le soutien au gouvernement. Telle fut la ligne des commentateurs, accaparant un espace d'information pour le convertir en canal de communication à destination de l'Élysée :

–**Alexis Brézet,** 12 janvier : *[Emmanuel Macron] ne peut pas abandonner, sinon, son quinquennat serait fini !*

–**David Revault d'Allonnes,** 19 janvier : *Le million [de manifestants], s'il était atteint, ne ferait reculer en rien Emmanuel Macron [...]. Je pense que le président, il n'est pas du tout dis-*

posé à reculer devant l'obstacle, y compris s'il y a 750 000 voire un million de personnes dans les rues.

–Vincent Trémolet de Villers, 20 janvier: *Emmanuel Macron n'a pas d'autre choix que de tenir jusqu'au bout.*

–Gérard Carreyou, 21 janvier: *Si [Emmanuel Macron] cède sur le fond, c'est fini!*

–Sonia Mabrouk et Mathieu Laine, 26 janvier: *Si Emmanuel Macron recule, s'il y a un signe de fébrilité, qu'en sera-t-il de son quinquennat? / Surtout, il ne faut pas reculer [...] S'il ne fait pas [la réforme], c'est la fin du quinquennat.*

–Michèle Cotta, 28 janvier: *Tout recul me semble catastrophique pour le pouvoir.*

Ad lib.

Reste que face à l'ampleur du mouvement social, la morgue se trouve, au fil des jours, érodée. L'émission «Le club de la presse», où des éditorialistes se retrouvent entre eux pour ne parler qu'à eux-mêmes, est un indicateur palpable d'une légère panique de l'éditocratie. Le 23 janvier par exemple, Dimitri Pavlenko perd patience: «*Où est passée cette détermination macronienne sur cette réforme des retraites, sur laquelle le président a placé tant de capital politique?!*» Le 24 janvier, Alexis Brézet évoque une mobilisation d'une ampleur «*inquiétante*» et s'agace d'une «*contagion assez fou-*

> **«On peut raisonnablement espérer que les grèves seront moins massives et leurs conséquences moins violentes cette année.»**
> Alexis Brézet

droyante du doute, pour ne pas dire de la trouille dans les rangs de la macronie»: «*le cœur de la matrice macronienne est contaminé!*» Le 25 janvier, la discussion entre Yves Thréard et Dimitri Pavlenko ressemble encore, en tout point, à un échange entre deux communicants d'Emmanuel Macron. Tandis que le premier craint que le passage par l'article 47.1 ne soit pas constitutionnel, le second pense à haute voix: «*Il y a aussi le risque juridique... On ne l'avait pas vu celui-là.*»

Aux grands maux les grands moyens! Face à la rue, les militants d'Europe 1 n'hésitent pas à solliciter, dans la matinale, les lumières d'un expert parmi les experts, actuellement mis en examen dans l'affaire Sarkozy-Kadhafi. Sonia Mabrouk face à Éric Woerth: «*C'est quoi la recette pour faire passer une réforme des retraites comme vous, vous l'avez fait?*» (23 janv.) Et l'on peut dire que l'entretien avec l'ancien ministre sarkozyste se fait en bonne camaraderie: «*Est-ce que vous pensez qu'il y a un défaut de compréhension de cette réforme ou que les Français n'ont pas compris qu'elle était juste, comme vous le répétez?*» Reformulons: la population n'a-t-elle pas compris ou la population n'a-t-elle pas compris? Sonia Mabrouk semble avoir la réponse à la question: «*Il faut donner envie aux gens, il faut convaincre.*» Europe 1 met tout en œuvre pour... Car sa déférence à l'égard des soutiens de la réforme n'a d'égal que la morgue de ses journalistes contre les contestataires.

Pour être bien reçu dans la matinale d'Europe 1 en effet, mieux vaut s'appeler Éric Woerth ou Bruno Le Maire que Marine Tondelier. Face au ministre de l'Économie, cinq jours après l'interrogatoire de Marine Tondelier (voir encadré), la même intervieweuse rangeait son mépris sous le tapis. Pas d'interruptions, ou presque, et un tapis rouge: ainsi le ministre put-il promouvoir, pendant une minute en continu, une réforme «*fondamentalement juste*», qui «*protège les plus modestes*», qui «*améliore les pensions des petits retraités*» et «*améliore la condition de beaucoup de ceux qui ont des travaux pénibles*» sans que l'intervieweuse n'amorce le début du commencement d'une contradiction. Car ce dont Sonia Mabrouk voulait s'assurer avant tout, c'était que le gouvernement tienne bon et ne cède à aucune pression:

Parlons du cap. Est-ce que vous dites ce matin que quelles que soient les voix dissonantes dans la majorité, quoi qu'il arrive, quelle que soit l'ampleur de la mobilisation et malgré les menaces de blocage, il n'y aura aucune concession sur l'âge de départ à 64 ans?

Satisfaite de la réponse, Sonia Mabrouk lui enjoint d'étendre son message de fermeté:

La bataille au Parlement va être aussi âpre. Et si les LR font défection? Il y a aussi aujourd'hui des voix dissonantes auprès de parlementaires et de députés LR. Est-ce que vous faites le même appel à la raison?

Une lune de miel...

HARO SUR LES CONTESTATAIRES

A contrario, parce qu'ils s'écartent par définition du chemin de «la-raison», la plupart des opposants sont voués aux gémonies. Face à Manuel Bompard (LFI), Sonia Mabrouk résumait le «no alternative»: «*Les déficits, la dette, ça ne vous regarde pas que le système de retraite soit en danger? On l'a lu, on l'a relu, vous l'avez relu! 12 milliards de déficit annuel [...]. La réforme ou la faillite, vous nous promettez la faillite!*» (11 janv.) Aussi, tous les moyens envisagés pour s'opposer à la contre-réforme sont frappés du sceau de l'illégitimité. Appeler à descendre dans la rue? Disqualification: «*Quand vous appelez à manifester, qu'est-ce-que vous souhaitez au juste? C'est le désordre? Bloquer le pays? Est-ce que c'est de bloquer le pays quel que soit le temps du blocage et les conséquences?*» S'opposer au projet de loi au Parlement? Disqualification: «*Est-ce qu'à l'Assemblée, vous misez sur l'obstruction quitte à transformer le parlement en Zad?*» Et deux semaines plus tard: «*Vous dites qu'un débat est nécessaire, notamment au Parlement. Pourtant, la Nupes a déposé une pluie d'amendements qui va rendre le débat quasiment impossible. Est-ce que vous n'êtes pas un peu...*» (Stéphane Dupont face à Fabien Roussel, 29 janv.) Tant il est vrai que le «débat» importe à Europe 1...

Et quand les chiens de garde ne balayent pas toute alternative des opposants en leur présence, l'escadron des chroniqueurs permanents se charge de le faire en leur absence. Nicolas Bouzou est évidemment en première ligne. Augmenter les cotisations sociales patronales? «*Ce n'est sans doute pas la meilleure des solutions.*» Taxer les dividendes des actionnaires? «*Ce n'est sans doute pas le moment.*» (16 janv.) Mathieu Bock-Côté est à l'unisson: «*Croire qu'il suffirait d'aller prendre des milliards cachés, c'est une erreur d'analyse et de courage politique.*» (1er févr.) Pour la contradiction, on repassera (une nouvelle fois). Ce jour-là, l'animateur Dimitri Pavlenko aurait pourtant pu mentionner l'objection qu'il glissera très discrètement le lendemain lors de sa conversation avec Charlotte d'Ornellas et David Revault d'Allonnes: «*Depuis quarante ans, les actionnaires ont bien plus capté la valeur que les travailleurs.*» Rassurons nos lecteurs: ce n'était qu'un

Jeu de massacre sur Europe 1

Le 19 janvier, au matin de la première journée de mobilisation (massive) contre la réforme des retraites, Marine Tondelier, secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts, était «l'invitée» de Sonia Mabrouk dans la matinale d'Europe 1. Au vu des antécédents de l'intervieweuse et des nombreux précédents en matière de convocation médiatique de contestataires par temps de (contre)réforme, on pouvait craindre le pire, et l'on ne fut pas déçu. Le quart d'heure d'«entretien» a consisté en une série d'accusations et de sarcasmes: un véritable jeu de massacre, animé par une volonté de nuire qu'on aura rarement vu aussi clairement assumée. Jusqu'au prochain épisode?

Inutile de revenir sur les partis pris et les obsessions (extrême) droitières de Sonia Mabrouk, son militantisme échevelé sous couvert de journalisme, ses entretiens «deux poids, deux mesures»... tout cela est bien connu – en tout cas, nous l'avons déjà clairement établi[1]. Alors pourquoi revenir sur le nouvel épisode de cette déplorable série? Parce que Mme Mabrouk persiste, récidive et aggrave périodiquement son cas, sans que ces pratiques (qu'elle partage avec d'autres au sein des médias dominants) soient dénoncées comme elles le méritent.

Ce 19 janvier, Marine Tondelier n'est pas invitée pour livrer son regard sur l'actualité sociale – l'un des mouvements sociaux les plus puissants des trente dernières années contre une réforme gouvernementale –, ni pour expliquer ses arguments contre le projet qu'elle combat, et encore moins pour évoquer ses contrepropositions. Jamais d'ailleurs on ne lui demande son «avis» sur quoi que ce soit (sinon sur des «menaces» contre des élus et des violences... potentielles!) L'interview n'est qu'un long réquisitoire, qui réussit le tour de force de réunir toutes les figures imposées du genre et de battre des records dans presque toutes les catégories: morgue, mépris, injonctions, insinuations, mauvaise foi et attaques *ad hominem*... Tout y passe, au cours d'un interrogatoire au plan aisément repérable, préparé autour de quatre questions-accusations, inlassablement répétées ou (à peine) reformulées, qu'on peut résumer ainsi:

1. Est-ce que vous assumez d'être une «*zadiste*» antidémocratique?
2. Est-ce que vous condamnez les menaces sur des élus?
3. Est-ce que vous condamnerez les violences des manifestants?
4. Est-ce que vous n'avez pas honte de critiquer les milliardaires?

Durant ces 15 minutes[2], Marine Tondelier est interrompue à près de soixante reprises, soit une fois toutes les 15 secondes en moyenne. Elle ne peut jamais parler plus de 37 secondes en continu. Sonia Mabrouk s'exprime d'ailleurs presque autant qu'elle: au total, les différentes

interventions de l'intervieweuse totalisent plus de six minutes, soit presque la moitié de «l'entretien»[3].

Dans un tel dispositif, il va de soi qu'aucun argumentaire digne de ce nom ne saurait être développé, ni, *a fortiori*, entendu. Dans les 8 premières minutes, consacrées – si l'on peut dire! – au contexte social, Mabrouk somme d'abord Tondelier de s'assumer *«zadiste»*, puisqu'elle défendrait le fait qu'une *«minorité cherche à imposer sa loi à la majorité»*. Et quand cette dernière lui fait remarquer que cela correspond plutôt à l'attitude du gouvernement, Mabrouk la coupe sèchement: *«Je ne parle pas de ça!»* Et en effet, «de ça», on n'en parlera plus. Car Sonia Mabrouk s'acharne ensuite, à pas moins d'une quinzaine de reprises, à obtenir de Marine Tondelier qu'elle «dénonce», puis «condamne les propos» d'un syndicaliste CGT (concernant de potentielles coupures d'électricité visant des permanences d'élus[4]). Avant de lui intimer l'ordre, par quatre fois, de «condamner», «l'ultragauche» et le «black bloc», dont Sonia Mabrouk prophétise «les violences» lors d'une manifestation… qui n'a pas encore eu lieu. Voilà les seules «questions» qui porteront «sur» la mobilisation.

Du fond de la réforme des retraites, il ne sera tout simplement pas question dans les 7 minutes restantes, balayé au profit d'un plaidoyer enamouré en faveur de Bernard Arnault et des milliardaires français. Amour qui fait manifestement perdre toute mesure à Sonia Mabrouk, qui met d'abord au défi son invitée de lui citer *«un seul pays où on vit mieux sans milliardaire»*, avant de dégainer un argument imparable, enrobé dans cette question d'anthologie: *«Vous avez créé combien d'emplois dans votre vie?»*

Injonctions inlassablement répétées, interruptions intempestives, disqualifications récurrentes, humiliations et prises à partie personnelles… Huit ans après le guet-apens d'Europe 1 (en coopération avec *Le Monde* et l'Télé) au cours duquel Jean-Pierre Elkabbach, Arnaud Leparmentier et Michaël Darmon martyrisèrent Cécile Duflot[5], cet entretien est à classer parmi les chefs d'œuvre des interrogatoires qu'auront eu à subir des représentants de gauche dans les médias dominants, à une heure de grande écoute.

Que Sonia Mabrouk laisse libre cours à ses préjugés et partis pris politiques, sans limite ni complexe, sur une radio rachetée et reprise en main par Vincent Bolloré, c'est après tout dans la logique des choses. En revanche, une question ne manque pas de se poser: combien d'interrogatoires, d'attaques, de sommations et d'humiliations les responsables d'une gauche qui prétend remettre en cause l'ordre social devront-ils essuyer face aux Sonia Mabrouk et consorts pour se décider à questionner, collectivement, ce genre de «journalisme» – et le rapport qu'ils doivent entretenir avec lui? Indéniablement, interpeller une intervieweuse dans des conditions aussi hostiles n'est pas chose aisée. Et nous ne saurions juger ou prescrire la «bonne» attitude à avoir dans un tel guet-apens. Il est cependant de notre devoir d'alerter sur son caractère prévisible, parfaitement documenté, et sur les effets, à nos yeux déplorables, d'une participation qui s'abstienne de tout regard critique: accepter cette «règle du jeu» revient non seulement à reconnaître Sonia Mabrouk comme une intervieweuse «légitime», mais également à accepter qu'un entretien dit «journalistique» puisse virer au jeu de massacre[6].

Depuis le début de la mobilisation, les chiens de garde se permettent tout. Comme de coutume, l'Arcom n'en a cure et ne trouve rien à redire, ni des biais massifs qui minent structurellement le traitement de l'information, ni du manque flagrant de pluralisme et d'impartialité parmi les commentateurs qui accaparent les micros. Et pourtant, le mouvement social a le vent en poupe! À la gauche, collectivement, d'en profiter pour politiser la question des médias et s'engager dans un rapport de forces collectif contre les chefferies éditoriales, en les considérant enfin pour ce qu'elles sont: des adversaires politiques, des militants mobilisés et aux yeux de qui tous les coups sont permis pour défendre leurs positions. ■

1. Lire «Sonia Mabrouk, militante», *Médiacritiques* n°41, janv.-avr. 2022, p. 40.

2. Voir le montage vidéo sur le site d'Acrimed.

3. Deux jours auparavant, Sébastien Chenu, du Rassemblement national, a bénéficié d'un temps de parole de 10 minutes 30, interrompu «seulement» à une trentaine de reprises – Sonia Mabrouk se flatte de conduire des entretiens «sans concession». Mais ces chiffres ne disent rien de la différence de ton que Sonia Mabrouk réserve à ses interlocuteurs, selon qu'ils sont de gauche… ou d'extrême droite.

4. Mabrouk cite pour commencer une déclaration du ministre de l'Intérieur dénonçant «*la dictature et les menaces*» de ces syndicalistes – mais elle ne demandera jamais si de tels propos pourraient être «condamnés».

5. Lire «Les aboiements de trois chiens de garde aux basques de Cécile Duflot», *Médiacritiques* n°16, juil.-sept. 2015, p. 4.

6. Marine Tondelier, en effet, ne dira presque pas un mot du déroulement en tout point scandaleux de l'interview, avant de saluer Sonia Mabrouk d'un «*Merci à vous*»!

moment d'égarement. Quelques secondes plus tôt dans l'émission, il canonnait en duo avec Charlotte d'Ornellas: « *Nous sommes vice-champion du monde de la pression fiscale.* » Ouf!

Concernant les opposants eux-mêmes et leurs différents modes d'action, le verdict est identique et là encore unanime: illégitimes. Le 12 janvier, Dimitri Pavlenko accueillait par exemple l'annonce de la grève des raffineurs avec une pondération toute « journalistique » : « *Ça y est, ils sont repartis! Ils vont à nouveau mettre les raffineries en berne! On va se repayer des pénuries de carburant!* » Une semaine plus tard, il adressera de nouvelles félicitations, cette fois-ci aux étudiants: « *Quand on a dix-huit ans, on devrait défiler pour la retraite à 65 ans, parce qu'autrement, on va se faire étrangler par les taux de cotisation dans les années à venir!* » Corroborées, encore et toujours, par Nicolas Bouzou: « *Manifester aujourd'hui quand on a dix-huit ans pour défendre de futurs droits à la retraite, c'est intellectuellement parfaitement grotesque!* » (19 janv.)

Évidemment, les étudiants ne sont pas les seuls à être délégitimés et étiquetés « non concernés » par Europe 1. Que les bénéficiaires de régimes dits « spéciaux » osent s'incruster dans les manifestations ?

Inadmissible : « *Ce matin dans* Les Échos*, pour affiner notre regard sur les cortèges, Dominique Seux nous dit [qu'il] y avait beaucoup de salariés de la SNCF, de la RATP, d'EDF, de TotalEnergies, qui sont peu concernés par le passage à 64 ans, parce que eux, ils vont en fait partir avant […]. J'ai envie de dire, de qui se moque-t-on finalement ?* » (Dimitri Pavlenko, 1er févr.)

Entre-temps, les syndicalistes continuaient d'en prendre pour leur grade. Le 20 janvier, Vincent Trémolet de Villers n'hésitait pas à les qualifier d'« *agités du bocal* » et dissertait, en grand démocrate, sur « *la réquisition des personnels grévistes* ». Mais le bashing avait commencé bien plus tôt :

Catherine Nay : *Entendre monsieur Lépine, le coordonnateur de la CGT chez Total, déclarer hier sur Europe 1 qu'il se bat pour la démocratie. Là, on se dit, il se fout du monde ! En novembre déjà, c'est lui qui a privé les Français de gazole alors que leur grève n'était que corporatiste pour leur augmentation de salaire ! […] Alors, il ose se poser en défenseur de la démocratie alors qu'il en rit, alors qu'on devrait en pleurer. C'est insupportable ! (13 janv.)*

> **« Manifester aujourd'hui quand on a dix-huit ans pour défendre de futurs droits à la retraite, c'est intellectuellement parfaitement grotesque ! »**
> Nicolas Bouzou

Dire que cela fait plus d'un demi-siècle que l'on doit supporter les saillies de Catherine Nay… Le 18 janvier encore, comme la plupart des grands médias, « Le club de la presse » était évidemment à la pointe du combat contre Sébastien Menesplier (CGT Mines-Énergie) et les coupures ciblées d'électricité dans les permanences d'élus. Trois « journalistes »… pour un seul avis. « *Mais quelle phrase !* » s'indigne Dimitri Pavlenko. « *Très très mafieux,* renchérit Mathieu Bock-Côté. *Ce sont des méthodes de gangsters […] ! Ce sont des méthodes qui relèvent de l'intimidation la plus directe ! On est au seuil de la violence politique […]. Il y a une sortie du périmètre mental de la démocratie libérale !* » Et le petit dernier, Louis Hausalter, journaliste politique pour *Marianne*, de boucler la boucle : « *Cette déclaration, c'est une faute, pour le moins !* »

Récapitulons : faire grève ? Niet ! Couper l'électricité dans des permanences d'élus ? Niet ! Les étudiants dans la rue ? Niet ! Défendre les « régimes spéciaux » ? Niet ! Dans son catalogue, Europe 1 n'oublie pas d'aborder les initiatives de certains élus municipaux : fermer les mairies pour soutenir la mobilisation ? Toujours niet ! Et même… intolérable :

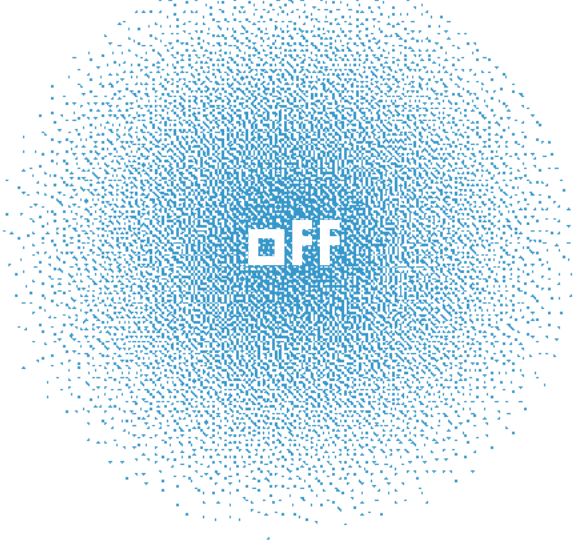
–Sonia Mabrouk : *Est-ce que c'est pas une façon d'organiser la chienlit ? (Face à Fabien Roussel, 29 janv.)*

–Emmanuelle Ducros : *La grève aux frais du contribuable, c'est une privatisation des moyens publics pour défendre des convictions particulières. Et c'est révoltant. C'est un comportement féodal, comme si la ville était gérée sur les deniers du maire. La grève, la contestation sociale, c'est une affaire de convictions personnelles, c'est parfaitement respectable. Mais là, on dépasse complètement ce cadre ! (30 janv.)*

Emmanuelle Ducros métamorphosée en gardienne du service public… on aura tout vu. Et ainsi de suite, jour après jour.

***

Toujours prompts à dénoncer les journalistes « militants », les chiens de garde d'Europe 1 ont une nouvelle fois démontré qu'ils en étaient l'incarnation parfaite. Du reste, ils s'en félicitent : « *Je sais comment vous défendez la réforme des retraites. Vous la défendez de façon plus cohérente et plus répétée dans le temps qu'eux [le gouvernement] ne le font !* » (Charlotte d'Ornellas à Dimitri Pavlenko, 23 janv.) En 2019, après un mois à l'écoute d'Europe 1, nous faisions le constat d'un « *traitement médiatique à sens unique* », qui n'avait « *l'air d'inquiéter personne au sein des instances "régulatrices" censées veiller au respect du pluralisme.* » Quatre ans plus tard, l'Arcom semble toujours dormir sur ses deux oreilles… et Europe 1 bénéficie toujours de l'étiquette de « média d'information ». Jusqu'à quand ? ■



DÉJEUNER PRÉSIDENTIEL
L'IMPOSSIBLE AUTOCRITIQUE

Le 17 janvier, Emmanuel Macron invitait dix éditorialistes à déjeuner à l'Élysée. À l'avant-veille du premier jour de mobilisation contre la réforme des retraites, le président de la République souhaitait leur confier ses états d'âme, pour qu'ils se chargent de les faire savoir, mais sans qu'ils mentionnent leur source, ni le déjeuner…

Les dix heureux élus se sont empressés d'obéir, mais la tenue de cette rencontre a fuité, suscitant çà et là quelques critiques – aussitôt balayées d'un revers de main par certaines éminences médiatiques. Une règle d'or semble en effet primer sur toute considération déontologique : le journalisme politique est intouchable.

Un mot, pour commencer, des dix journalistes sélectionnés par l'Élysée. Sans trop de surprise figurent dans la liste des professionnels influents : ceux qui disposent d'un pouvoir éditorial dans leur rédaction (éditorialistes, chefs de service politique, rédacteurs en chef, intervieweurs) ; ceux qui accaparent de ce fait la parole dans d'autres médias que le leur, notamment dans l'audiovisuel (émissions de commentaire, éditos radiophoniques, interviews politiques) ; ceux qui, enfin, ne ménagent pas leurs efforts pour assurer le SAV des réformes libérales les unes après les autres. Ainsi va le pluralisme dans les médias dominants… et ainsi en profitent les chouchous du président : Françoise Fressoz (*Le Monde*), Guillaume Tabard (*Le Figaro*), Dominique Seux et Cécile Cornudet (*Les Échos*), David Revault d'Allonnes (*Le Journal du dimanche*), Stéphane Vernay (*Ouest-France*), Nathalie Saint-Cricq (France Télévisions), Benjamin Duhamel (BFM-TV), Yaël Goosz (France Inter) et Alba Ventura (RTL).

> *« Tous les responsables politiques font des déjeuners avec des journalistes pour tout simplement qu'on aille rechercher l'information ! »*
> Benjamin Duhamel

Que les choses soient claires : ces professionnels n'ont pas ventilé les éléments de langage présidentiels sous contrainte, ni attendu, pour nombre d'entre eux, un déjeuner avec le président pour chanter les louanges de la réforme des retraites ! Pour une bonne et simple raison : tous (ou presque ?) l'approuvent, et profitent de leurs créneaux d'expression pour le faire savoir et prescrire leur opinion à cet égard.

Reste que cette opération de communication soulève trois problèmes majeurs du point de vue du journalisme, des médias français et du rapport des journalistes politiques à la parole gouvernementale :

1. La fabrique de l'agenda politique et médiatique. À la veille de la première grande journée de mobilisation, les lecteurs, auditeurs et téléspectateurs ont été invités à penser… à « ce que pense le président ». Que les éditorialistes soient louangeurs ou critiques de ses propos (nous y reviendrons…) ne change rien au problème fondamental : il suffit à Emmanuel Macron de lever le petit doigt pour que sa communication soit considérée comme une information – pour ne pas dire un « événement » – en tant que telle, et accapare aussitôt l'attention des commentateurs officiels. Peu importe que les éléments rapportés – déjà tenus par la plupart des ministres sur la plupart des plateaux, ainsi que dans la presse – relèvent d'ailleurs d'une « non-information » : il en va là du pouvoir d'agenda qu'exercent à sens unique les chefferies éditoriales ; agenda pouvant être, comme ce fut le cas ici, allègrement co-fabriqué avec le pouvoir lui-même.

2. La communication politique sans filtre. Dans des médias reconvertis en caisse de résonance du pouvoir, les frontières entre journalisme politique et communication sont poreuses, pour ne pas dire inexistantes. De cette opération en effet, la seule information digne de ce nom est logiquement la seule qui ne fut médiatisée par aucun des dix porte-parole officieux du gouvernement : les conditions mêmes du dispositif, choisies par Emmanuel Macron et respectées servilement par les éditorialistes. En lieu et place ? Des *duplicata* de la parole présidentielle sans distance critique, et une série de comptes rendus que l'on peine à distinguer des notes de communicants, ainsi que le démontraient par exemple Arrêt sur images[1], Le Média[2] ou le compte « Structures minimalistes » sur Twitter (24 janv.). Pour Arrêt sur images, Pauline Bock relevait en prime cette petite facétie du quotidien « de référence » :

Pas plus tard qu'en décembre dernier, Le Monde consacrait un long article au « off », décrit comme une « dérive politique ». « La tenue de propos anonymes est devenue une véritable arme de communication sous la présidence d'Emmanuel Macron », concluait le journal du soir […]. Côté pile, le Monde critique le « off » avec une plume acérée ; côté face, Le Monde donne raison au président qui abuse du « off » […].

> **« Les journalistes font leur travail, bon, voilà ! »**
> Jean-Michel Aphatie

Privilège réservé aux « grands médias » : donner d'autant plus volontiers des leçons qu'on ne se sent aucunement tenu de les respecter.

3. Le microcosme politico-médiatique. Emmanuel Macron n'est pas un marionnettiste et les dix éditorialistes en question avaient toute latitude pour refuser l'exercice. Le contrat tacite qu'ils ratifient pourtant tous – et de bon cœur – souligne un troisième problème : la proximité sociologique et la solidarité de classe qui unit fondamentalement cette élite journalistique avec un gouvernement au service des élites économiques, et l'homogénéité sociale des journalistes-vedettes – que ces derniers travaillent au *Monde* ou au *Figaro*, à RTL ou France Inter, à BFM-TV ou sur France Télévisions. Un entre-soi qui n'en finit pas de miner le pluralisme d'un côté, et l'information de l'autre.

« LES JOURNALISTES FONT LEUR TRAVAIL »

On le voit : les critiques légitimes ne manquent pas. Rêvons : les conséquences de ce déjeuner mondain sur l'information auraient pu être l'occasion d'un débat sur les pratiques du journalisme politique. La rencontre ayant été mise au jour par des professionnels du sérail – le média Politico et l'émission « C médiatique » (France 5) – le sujet a effectivement été traité dans d'autres émissions… mais marginalement et expédié sans tarder.

Dans la famille Duhamel d'abord, on ne voit pas le problème. Benjamin bien sûr, l'un des convives du déjeuner : « *Tous les responsables politiques font des déjeuners avec des journalistes pour tout simplement qu'on aille rechercher l'information !* » (BFM-TV, 29 janv.) Son oncle dirait même plus : « *Moi ça me paraît plutôt quelque chose d'intelligent.* » (Alain Duhamel, France 5, 27 janv.) Nathalie Saint-Cricq – mère du premier, belle-sœur du second –, présente elle aussi autour de la table d'Emmanuel Macron, n'a pas encore pris position, mais on l'imagine sans trop de peine.

« *Les journalistes font leur travail, bon, voilà !* » renchérit Jean-Michel Aphatie (LCI, 26 janv.), tandis qu'une autre voix de l'indépendance journalistique s'insurge dans « Quotidien » : « *Ils n'ont fait aucune faute. Ils sont allés à la source et ils ont raconté.* » (Ruth Elkrief, TMC, 27 janv.) Pour réfléchir à la question, dans « Les Grandes Gueules », Olivier Truchot et

1. « Retraites : Macron ne "reculera" pas… mais c'est "off" bien entendu », Arrêt sur images, 19 janvier.
2. « Macron et "ses" éditocrates : comment ils manipulent l'opinion », Le Média, 28 janvier.

Alain Marschall sollicitent Guillaume Tabard (autre convive), qui confirme n'avoir rien à se reprocher: «*On ne peut pas vraiment dire que je me suis fait le porte-parole servile de ce qu'Emmanuel Macron voulait!*» (RMC, 25 janv.) «Pas vraiment», en effet: il faut plutôt dire que ce fut «complètement» le cas. Piqué au vif par un tweet d'Edwy Plenel pointant du doigt le «*journalisme de gouvernement*», Yaël Goosz, autre convive, répond vexé: «*Que savez-vous de l'usage qui a été fait de cet échange sur l'antenne? Vous pensez que je suis une machine à recracher des EDL*[3] *? Avez-vous écouté les journaux mercredi matin? Un échange avec le président de la République ne fait pas de vous un perroquet*» (Twitter, 24 janv.). «Porte-voix» siérait-il davantage au chef du service politique de France Inter? Car en dépit de son assurance, «*l'usage qui a été fait de cet échange*» exclut que l'on puisse parler de journalisme. Si l'on écoute les journaux du mercredi matin (18 janv.), comme le réclame Yaël Goosz, et précisément celui de 7h, dans lequel est intervenu Goosz Yaël, le verdict est accablant (voir encadré).

> **«On ne peut pas vraiment dire que je me suis fait le porte-parole servile de ce qu'Emmanuel Macron voulait!»**
> Guillaume Tabard

«COMPLOTISME», «POPULISME», «COUILLONNADE», «IGNOMINIE»: DISQUALIFICATION DE LA CRITIQUE

C'est que la corporation ne se contente pas de défendre la déontologie des dix convives: elle se dresse de toute sa hauteur face aux critiques et renvoie dans les cordes tous ceux qui ont l'outrecuidance de protester. «*Un mauvais procès aux journalistes en question*» affirme ainsi Olivier Truchot (RMC, 25 janv.), avant de proposer un argument audacieux: «*Je ne crois pas que Françoise Fressoz, par exemple, du* Monde*, soit une macroniste pure et dure.*» À de maintes occasions, et en particulier par temps de campagne présidentielle[4], la journaliste du *Monde* en a pourtant donné tous les gages!

Une «*polémique inutile et stupide*» corrobore avec modération Ruth Elkrief (TMC, 27 janv.), avant de poursuivre sur sa lancée: «*C'est une forme de populisme de reprocher ça.*» Mais encore? «*C'est vraiment une forme presque de complotisme, quoi. C'est pas bien. C'est pas bien d'accentuer la défiance.*» Dans un bel élan de solidarité – qui ne saurait s'apparenter à du «corporatisme», Sophia Aram dégaine à son tour l'arme fatale du «*populisme*» (France Inter, 30 janv.), quand Jean-Michel Aphatie recourait déjà au même stigmate sur LCI: «*La critique est complotiste! [...] C'est quand même le degré zéro de l'intelligence ou alors c'est très performant dans la bêtise.*» Il faut dire que ce jour-là, le chien de garde – qui n'aime rien tant qu'aboyer contre la critique des médias en général, et de l'entre-soi des journalistes politiques en particulier[5] – était en grande forme: «*Une couillonnade terrible cette polémique!*» Pas touche aux confrères! «*Dominique Seux, on le connaît ici!* Les Échos*, France Inter! Un journaliste indépendant d'esprit, on peut le dire puisqu'il intervient souvent dans votre émission David [Pujadas].*» Défense de rire.

Le journal de 7h, France Inter, 18 janvier.

Après 18 secondes décrivant une «*France au ralenti*» à cause des perturbations à venir dans les transports, le journal de 7h de France Inter consacre un reportage d'une minute et trente-huit secondes à l'opposition des policiers à la réforme des retraites. Une partie de ce reportage est dédiée à la position de Gérald Darmanin, «*droit dans les bottes du gouvernement*», dont des propos sont diffusés à l'antenne. Vient ensuite «*l'usage qui a été fait de [l']échange*» entre Yaël Goosz et Emmanuel Macron:

–Anaïs Feuga: L'enjeu de la journée de demain, pour les syndicats, c'est d'afficher une mobilisation massive: combien de personnes dans les rues? Certains en espèrent plus d'un million, comme lors des grandes grèves de 1995. Mais pour l'exécutif, peu importe le chiffre qui sera annoncé demain soir – bonjour Yaël Goosz, chef du service politique d'Inter –, car selon le président, la mobilisation ne reflète pas forcément l'état d'esprit des Français.

–Yaël Goosz: Et vous alors Anaïs, comment vous sentez les choses? C'est la question que pose inlassablement le président en ce moment. Et ce qui remonte ne fait pas paniquer l'Élysée, loin de là. Oui, il y a une inquiétude, une lassitude profonde, les Français enchaînent, encaissent les crises, énergétique, inflationniste, parfois dans leur chair, le Covid. Mais de là à vouloir tout renverser, au contraire pense le président, les Français n'ont pas envie d'un pays bloqué. Et sa réforme va aider. Il n'y a pas que les intérêts défendus par les syndicats, les intérêts de ceux qui sont déjà insérés dans le monde du travail. Emmanuel Macron pense que sa réforme marque un progrès pour les jeunes, les chômeurs et les retraités modestes. Une réforme vue comme un moyen de réarmer le pays, en dégageant de la richesse grâce au fait de travailler plus longtemps, richesse qui peut permettre d'aider l'école et l'hôpital.

Claude Askolovitch, qui sait aussi défendre ses petits camarades[6], y va de son tweet: «*Assener que les confrères qui ont déjeuné avec Macron se sont fait dicter des éléments de langages, tels des petits télégraphiste [sic], est un foutage de gueule et un [re-sic] ignominie.*» (Twitter, 25 janv.)

«Ignominie»? Nom féminin, Larousse: «*Degré extrême du déshonneur ou de l'indignité, résultant d'un outrage public, d'une condamnation ou d'une action infamante.*» À bon entendeur...

***

Il est d'autant plus aisé pour ces éditocrates d'écarter toute remise en cause qu'ils détiennent le monopole de la parole, et peuvent se dispenser de la moindre argumentation, au profit de l'invective et de l'injure, en toute bonne conscience. Et c'est ainsi que la critique des médias, qui n'a pas voix au chapitre, est une nouvelle fois disqualifiée et caricaturée... en son absence. Les tenanciers des médias n'étant pas de grands adeptes de l'autocritique[7] – et c'est un euphémisme! –, l'autolégitimation des pratiques journalistiques a de beaux jours devant elle. Ce qui fonde, du reste, la double impunité des chiens de garde: écraser d'un pied la déontologie pour mieux servir de caisse de résonance au pouvoir, et de l'autre, piétiner toute critique des dérives structurelles du journalisme politique pour mieux secourir les confrères...

3. Éléments de langage.

4. Lire «Macronmania au *Monde*: vous avez dit complaisance?», *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022, p. 22.

5. Lire «"C l'hebdo" contre Monique Pinçon-Charlot», *Médiacritiques* n°31, avr.-juin 2019, p. 27.

6. Lire «Claude Askolovitch à propos du "Masque et la plume" : touchez pas au Garcin!», Acrimed, 26 février 2020.

7. Lire, à ce sujet, le *Médiacritiques* n°22, janv.-mars 2017.

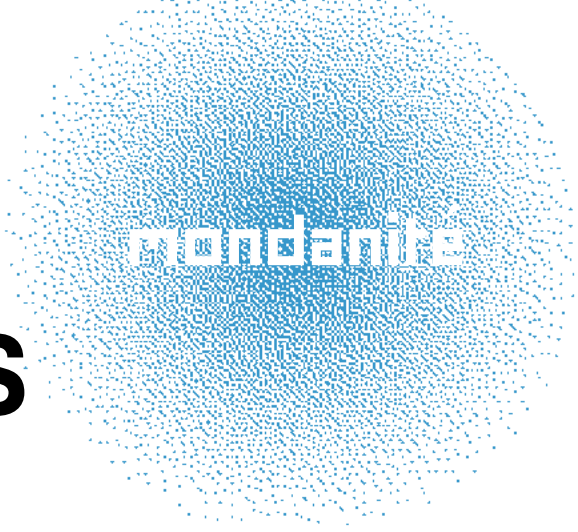
–Anaïs Feuga: Et plus question non plus de reculer.

–Yaël Goosz: Alors non, ça, c'est exclu. Que la CGT et la CFDT aient un mandat de leur base pour s'opposer, d'accord, mais lui, il a reçu un mandat démocratique clair des Français, c'est la présidentielle. Personne n'est pris par surprise contrairement à 1995. Alors est-ce le bon moment pour la faire cette réforme? Le président pense qu'il n'y a jamais de bon moment mais lui est aux responsabilités, en prise avec le réel. Il faut arrêter, nous dit-on, avec l'argent magique d'un État et donc d'un contribuable qui bouche les trous. Un président déterminé, mais caché pour l'instant derrière Matignon. Y a-t-il encore une marge de négociation? Seulement si c'est neutre financièrement, on fait des économies, quoi qu'il en coûte.

–Anaïs Feuga: Volonté de l'exécutif de rendre cette réforme incontournable, on l'a compris. Mais prenons du recul pour voir ce qu'on en pense ailleurs, et en particulier au forum économique de Davos, en Suisse.

Alors, journalisme... ou communication? L'usage – extensif – du discours indirect libre[1] implique qu'à de nombreuses reprises, on ne distingue pas qui s'exprime d'entre Emmanuel Macron ou Yaël Goosz – *a fortiori* à l'oral et sans la moindre prise de distance critique de la part du journaliste. Les propos du premier sont ainsi, de fait, «servilement» endossés par le second. Et comme nous le soulignions, le résultat est qu'à la veille de la mobilisation du 19 janvier, la parole présidentielle occupe le devant de la scène. Pour boucler le dossier «retraites», le journal de 7h se fend dans la foulée d'un reportage au forum économique de Davos (une minute et vingt-cinq secondes), où s'expriment trois experts de taille: une «*experte financière allemande*», un «*ancien gouverneur de la banque de Finlande*» et la «*présidente du Conseil européen de la recherche*»: les deux premiers soutiennent la réforme, et la troisième alerte sur «*la montée de la contestation et des populismes un peu partout sur la planète*»...!

1. Ainsi que le définit Wikipédia, la particularité du discours indirect libre «*est de ne pas utiliser de verbe introducteur (parler, dire, demander ou interroger...) [...] De même, le locuteur n'est pas identifié de façon explicite.*»



LES DÉBATS DÉSÉQUILIBRÉS DE «C À VOUS»

Du 2 janvier au 3 février, nous avons visionné l'émission «C à vous», diffusée quotidiennement sur France 5 de 19h à 20h. Elle est animée par Anne-Élisabeth Lemoine, rythmée par les éditoriaux de Patrick Cohen et ponctuée des interventions de différents chroniqueurs (Pierre Lescure, Émilie Tran Nguyen, Matthieu Belliard et Mohamed Bouhafsi). Pendant un mois, la contre-réforme des retraites y a occupé une place prépondérante. Au prix d'un déséquilibre flagrant de l'information et du «débat».

Pendant un mois, et quoique de manière inégale, le projet de réforme fut traité dans 21 éditions de «C à vous». Un premier constat s'impose: comme la totalité des magazines d'actualité audiovisuels, «C à vous» est une émission de commentaire qui réserve ses micros à des «professionnels de la parole publique»: majoritairement des élus (anciens ou actuels) et des éditorialistes, suivis par les porte-parole et représentants syndicaux. En un mois, on ne compte que deux micro-sujets où purent s'exprimer des travailleurs: le 4 janvier, 26 secondes furent généreusement dédiées à la question de la pénibilité des métiers de l'automobile et le 24 janvier, 3 minutes et 30 secondes d'antenne furent accordées aux égoutiers de Paris, dont les journalistes filmèrent brièvement les conditions de travail avant de solliciter leur avis, plus brièvement encore, sur la réforme des retraites. Ajoutons à cela, les jours de manifestations, deux séquences résiduelles de micro-trottoir: 50 secondes le 19 janvier et 1 minute 45 le 31 janvier, auxquelles s'ajoutent 40 secondes de prises de parole de lycéens. Pour le journalisme de terrain donc, on repassera.

À conditions égales, les promoteurs de la réforme des retraites sont deux fois plus représentés que leurs adversaires.

Comme ailleurs dans l'audiovisuel, le format privilégie l'interview en plateau et le journalisme de commentaire. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que dans cette catégorie, «C à vous» a fait montre d'une conception toute particulière du pluralisme. Sur le papier, on compte 12 défenseurs de la réforme contre 9 opposants[1]. Un décompte qui ne suffit pas en lui-même, toutefois, tant l'inégalité des conditions d'expression allouées aux différents intervenants est importante[2]. À conditions égales (un «seul en plateau» d'une durée supérieure à dix minutes), les promoteurs de la réforme des retraites sont deux fois plus représentés que leurs adversaires (6 contre 3[3]). Parmi les premiers à disposer d'un dispositif favorable figurent les élus (Éric Ciotti, Olivier Véran, Aurore Bergé et Gabriel Attal), et les éditorialistes (Alain Duhamel et François Lenglet). À ce sujet, le service public n'a pas hésité à s'assurer (exclusivement) les services de journalistes favorables à la réforme des retraites et déjà omniprésents dans les médias privés: Alain Duhamel et François Lenglet – interve-

nant quotidiennement sur BFM-TV pour l'un, RTL et TF1 pour l'autre –, mais également deux invitations (en moins de deux semaines) à Nicolas Beytout, travaillant à *L'Opinion* et Europe 1. Quelle audace!

PLURALISME?

Du côté des «détracteurs» de la réforme, France5 a, là encore, joué à ne pas trop se faire peur. Parmi les huit – nous excluons Roger Pol-Droit, interrogé sur le sujet pendant moins de trois minutes –, François Hollande et Arnaud Montebourg captent une invitation chacun. Deux intervenants d'autant plus illégitimes à incarner «l'opposition» qu'ils n'y jouent absolument aucun rôle – ni au Parlement, ni *a fortiori* au sein du mouvement social – et qu'ils furent, de surcroît, respectivement président de la République et ministre lorsque fut imposé le précédent recul social sur le terrain des retraites[4] ! Du reste, et afin de mesurer la teneur de «l'opposition» qui fut proposée aux téléspectateurs, seule suffit la teneur de quelques-unes des questions adressées à François Hollande:

–**Anne-Élisabeth Lemoine:** *Donc si je vous comprends, il aurait suffi à Emmanuel Macron d'accélérer la réforme mise en place pendant votre présidence, la réforme Touraine, sans toucher à l'âge légal, et là, vous n'auriez rien trouvé à redire? [...] Il aurait fallu attendre la fin du quinquennat? [...]*

–**Émilie Tran Nguyen:** *Menacer les élus [de coupures d'électricité dans les permanences], c'est un nouveau pas franchi dans la contestation?*

–**Patrick Cohen:** *Puis après les élus, ça pourrait être des polémistes, des éditorialistes, des journalistes aussi qui prennent position pour la réforme!*

Patrick Cohen craindrait-il un *blackout* sur le plateau de «C à vous» ?

Certes, deux véritables opposants – Alexis Corbière (LFI) et Yvan Ricordeau (CFDT) – avaient été invités... avant la présentation du texte officiel par la Première ministre. Face au premier (2 janv.), le sujet fut d'ailleurs traité de manière marginale: 5 minutes 30, top chrono[5]. Quant au second (4 janv.), s'il a disposé d'un temps de parole légèrement plus important (12 minutes environ), les journalistes l'ont moins invité à exposer des arguments de fond qu'ils ne l'ont questionné sur «*la menace d'une mobilisation sociale d'ampleur [...] agitée hier [par Laurent Berger]*». En d'autres termes, la légitimité des grèves était en question, avec, en sous-texte, la dénonciation d'un certain «jusqu'au-boutisme» des syndicats:

–Il n'y a que la rue pour faire bouger le gouvernement?

–Est-ce que la retraite est réformable en France? [Oui, bien sûr.] Bien sûr?!

–Quels que soient les aménagements autour de ce texte de loi, si l'âge de départ à la retraite est reculé à 64 ans, vous appellerez immédiatement à la mobilisation?

Sans oublier une interrogation à propos de «*ce que craint le gouvernement*» : «*c'est presque plus le retour des Gilets jaunes [...] qu'une mobilisation syndicale. Vous le ressentez ça?*» Le reste de l'entretien est encadré par l'épouvantail du «déficit budgétaire», qui déclenche mécaniquement deux interruptions-réflexes chez Patrick Cohen: «*Donc il y a besoin d'une réforme. [...] Donc il y a besoin d'une réforme.*» Du reste, deux jours plus tard face à Frédéric Dabi, la présentatrice Anne-Élisabeth Lemoine résumera tout le bien qu'elle pense de l'opposition: «*L'opposition à cette réforme, elle est toujours aussi forte dans l'opinion française? [...] Donc ils sont contre une réforme dont ils ne connaissent pas les détails?*» (6 janv.)

SYNDICALISME: POINT TROP N'EN FAUT POUR «C À VOUS» !

Passée la présentation de la réforme par Élisabeth Borne, trois syndicalistes seront invités en trois semaines. Sollicités l'un et l'autre au soir des deux grandes journées de mobilisation (19 et 31 janv.), François Hommeril (CFE-CGC) et Fabrice Angei (CGT) n'en remportent pas moins qu'une demi-part

1. Nous avons exclu de la catégorie des «défenseurs» le député du Modem Richard Ramos, sans pour autant le classer dans l'opposition: critique de la réforme en l'état, il croit néanmoins en des «améliorations» du texte et reste un fervent défenseur du précédent projet de retraite à points macroniste... Nous n'avons pas non plus comptabilisé le sondologue Frédéric Dabi, qui n'exprime aucun point de vue tranché au cours de son interview.

2. Roger Pol-Droit est invité le 13 janvier. Le sujet des retraites est abordé de manière totalement anecdotique (moins de trois minutes).

3. Yvan Ricordeau, François Hollande et Laurent Berger sont les seuls opposants seuls en plateau à avoir été interrogés pendant plus de dix minutes sur le sujet.

4. La loi Touraine de 2013-2014 fut à l'origine de l'augmentation de la durée de cotisations.

5. Alexis Corbière fut prioritairement interrogé sur les «crises» au sein de La France insoumise.

de gâteau : aucun ne s'exprime seul en plateau. Nicolas Beytout, tête d'affiche de *L'Opinion* et intervenant de surcroît quotidiennement sur Europe 1, est convié à ces deux reprises. Pour quoi faire ? « Équilibrer » une balance déjà fortement déséquilibrée ? Le mirage de ce type de « duel » est connu, et il s'est ainsi produit… ce qui devait nécessairement se produire. D'abord, un temps de parole syndical rogné et parasité par les interruptions intempestives de Nicolas Beytout, doublées d'une morgue non déguisée, particulièrement manifeste à l'égard du responsable cégétiste. Exemple :

–**Fabrice Angei :** *On voit bien qu'avec cette réforme des retraites, c'est bien notre socle social, notre modèle de société qui est attaqué là-dessus. C'est bien ça qui est attaqué. Et donc [coupé]*

–**Nicolas Beytout :** *Ouais, c'est le travail. C'est de savoir s'il faut travailler plus.*

–**F. A. :** *Le travail c'est autre chose [coupé]*

–**N. B. :** *Ben non, ben précisément ce n'est pas autre chose. [Rires]*

–**F. A. :** *On peut travailler tous en travaillant moins. Parce que nous, on porte les 32 heures [coupé]*

–**N. B. :** *Non ça… le partage du temps de travail, ça n'a pas très bien marché!*

–**F. A. :** *Si, ça marche [coupé]*

–**N. B. :** *Bah les 35 heures, ça n'a pas très bien marché!*

–**F. A. :** *Bah écoutez, il y a y compris des entreprises aujourd'hui qui expérimentent les 4 jours avec les semaines de 32 heures et il y a des pays qui le font aussi en Europe [coupé]*

–**N. B. :** *Non. Je ne sais pas si on doit débattre sur le temps de travail mais la France est le pays qui, en durée hebdomadaire et en durée de la vie entière, travaille le moins. Et comme le disait Patrick [Cohen], on a un sujet qui est qu'on fait entrer moins de recettes alors qu'on continue à dépenser davantage.*

Circulez.

Ensuite, une disqualification bête et méchante des opposants en général… et de certains en particulier. Le 31 janvier, alors qu'un magnéto diffuse deux réactions d'étudiants dans les manifestations, l'éditocrate ne se tient plus :

Nicolas Beytout : *Ce jeune qu'on a entendu est manifestement un militant politique, en tout cas sûrement très politisé. Et je ne le vois pas atteint au cœur de son angoisse personnelle sur «qu'est-ce que je ferai dans 42, 43, 44 ans»… […] J'[avais] pas beaucoup de copains qui se projetaient en se disant «plus que 43 ans et demi, plus que 43 ans, plus que 42 ans et demi» ! Je pense que là, on est dans une posture qui est soit celle de la politique, soit celle de gens qui ont une espèce de conscience de leur vieillesse qui, en tout cas, moi, m'étonne aujourd'hui!*

Enfin, une prescription à tout-va du « prêt-à-penser ». La mobilisation dans le privé ? « *Le climat n'est pas éruptif comme on pourrait le penser.* » L'opposition dans le pays ? « *L'opinion est hostile à la réforme, mais elle pense qu'elle va passer.* » L'acharnement du gouvernement ? « *Il était plus que temps qu'on ait un langage de fermeté.* » Affaires classées. L'émission avec François Hommeril, interrompu et pris à partie par Nicolas Beytout – « *Je me demande comment ça fonctionne dans votre tête!* » – était du même tonneau. Rendons grâce au service public d'avoir ainsi plébiscité, par temps de mobilisation sociale, un éditocrate réputé pour ses analyses de haute volée, et dont le niveau fut une nouvelle fois confirmé : « *Il y a un autre phénomène qui a aussi aidé à faire passer cette journée, ce jeudi noir, et à le rendre un peu moins désagréable. C'est le vélo. En 2010, en 2019 un peu plus, en 2010, on circulait très peu à vélo dans la ville, il y avait peu de vélo à Paris et aujourd'hui, c'est plus simple.* » (19 janv.) Vous avez dit « nombrilisme » ?

Terminons le panorama du traitement des « opposants » avec la réception de Laurent Berger. La quasi-totalité de l'entretien consiste, pour les journalistes, à délégitimer la contestation. Les uns après les autres, tous les ressorts sont mobilisés. Opposer les stratégies syndicales entre elles ? Fait :

–**Anne-Élisabeth Lemoine :** *La CFDT ne voulait pas s'associer à ces blocages, dans les raffineries, les centrales EDF, les ports, les docks. Pourquoi ? Parce que la CGT y va trop fort et trop tôt ?*

Pronostiquer de manière performative le retournement ou la résignation de « l'opinion » ? Fait :

–**Anne-Élisabeth Lemoine :** *Est-ce que vous allez lancer un appel à la grève, par exemple pendant les vacances scolaires ? [Elles] s'étalent en France sur trois zones pendant un mois… Parce que ça, ça peut agacer les Français!*

–**Patrick Cohen :** *Ce que vous venez de dire en creux, c'est que les perturbations décidées par certains syndicats et notamment la CGT peuvent nuire à la popularité du mouvement anti-réforme. [Anne-Élisabeth Lemoine:] Et faire un cadeau au gouvernement!*

–**Anne-Élisabeth Lemoine :** *[L'opinion est] opposée mais résignée. Un sondage à vous soumettre: effectivement, 72 % des Français rejettent la réforme […]. Et pourtant, 71 % des Français*

pensent que la loi sera votée et appliquée. Il y a une forme de résignation Laurent Berger.

Délégitimer le soutien des élus à la contestation ? Fait :

–**Émilie Tran Nguyen :** *Qu'une maire [Anne Hidalgo] décide de fermer sa mairie pour soutenir cette contestation, c'est son rôle ?*

Faire passer la CFDT pour un syndicat « jusqu'au-boutiste » ? Fait :

–**Patrick Cohen** [à propos du congrès de la CFDT en juin 2022, où les adhérents entérinèrent leur refus de l'augmentation de la durée de cotisations et du relèvement de l'âge légal] : *Avec ce vote, la CFDT a fermé une porte. Elle a réduit les options de l'exécutif et vous a privé d'une marge pour négocier. [...] Le durcissement de la CFDT rend impossible tout accord syndical sur une réforme des retraites, du moins paramétrique, il rend quasiment automatique un front uni des confédérations comme on l'a vu dans la rue la semaine dernière. D'où ma question Laurent Berger : la CFDT est-elle encore un syndicat réformiste ?*

Si les interviews ne sont pas dénuées de contradiction, le temps d'antenne et l'agenda de l'émission n'en restent pas moins enfermés dans le cadrage gouvernemental.

Face aux opposants, ce type d'obstruction a une conséquence : l'exposition un tant soit peu étayée d'un contre-projet pour les retraites est inexistant dans « C à vous ». On notera aussi la surreprésentation du Parti socialiste, et la quasi-absence d'autres représentants de gauche – ce qui n'empêche pas « C à vous » de taper sur le groupe La France insoumise, cible journalistique par excellence. Le 30 janvier, pour traiter le débat parlementaire, Émilie Tran Nguyen fait par exemple le choix de la caricature : une chronique inepte, qui se contente de sélectionner les termes « violents » avec lesquels les députés Nupes qualifient le projet de loi, surlignés à l'écran façon « Quotidien », en invisibilisant totalement l'argumentaire de fond.

Et la journaliste de conclure, pour le spectacle : *Les membres de la Nupes qui réclament de la douceur et qui dénoncent la violence le matin la promettent pourtant l'après-midi. Notamment le député Sébastien Jumel, qui a beaucoup fait réagir en remettant sur la table les possibles coupures de courant des élus.*

Vous avez dit « médiocrité » ?

PLACE CENTRALE POUR LE GOUVERNEMENT

Le traitement des ministres et des soutiens du gouvernement n'a que peu de chose à voir avec celui des opposants. Notons, d'emblée, que ces derniers disposent généralement non seulement d'un temps d'expression plus important dans l'émission, mais également d'un meilleur calendrier. Dans la semaine suivant la présentation du texte officiel par la Première ministre (10 janv.), les invités sont ainsi exclusivement des défenseurs de la réforme : Éric Ciotti (10 janv.) et Olivier Véran – porte-parole du gouvernement (11 janv.)[6]. Le second dispose de 30 minutes pour faire part de sa « pédagogie ». Quant au premier, il est invité à préciser pendant une vingtaine de minutes si « *en l'état, Les Républicains vont apporter leur soutien et leurs voix à la réforme des retraites d'Élisabeth Borne* » (Anne-Élisabeth Lemoine). Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la rédaction de « C à vous » les encourage en ce sens. Émilie Tran Nguyen : « *C'est une question de responsabilité mais c'est aussi ce que vous demandaient les électeurs.* Le Figaro *rapporte hier que vous avez reçu, et ça vous a étonné d'ailleurs, de nombreux courriers des électeurs LR qui vous encourageaient à tout faire pour que cette réforme voie le jour.* »

Si les interviews ne sont pas dénuées de contradiction, le temps d'antenne et l'agenda de l'émission n'en restent pas moins enfermés dans le cadrage gouvernemental, et ponctués des réflexes journalistiques traditionnels par temps de mobilisation sociale. Un bel exemple : à la veille de la première journée de grève (18 janv.), la rédaction ne choisit pas seulement de donner la parole à Aurore Bergé, présidente du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale. Elle débute l'entretien de cette dernière par une revue de presse qui annonce un « *jeudi noir* », une « *journée noire* » et la « *pagaille* », établit des constats lumineux – « *Il n'y aura pas de trains* » –, édicte des conseils démobilisateurs – « *Évitez de vous déplacer* » –, et livre aux téléspectateurs quelques réactions de « Français » triés sur

6. Les 12 et 13 janvier sont conviés Daniel Cohn-Bendit (autre défenseur de la réforme), et Roger Pol-Droit, mais ces derniers s'expriment respectivement moins de trois minutes sur le sujet.

le volet : « *On va être emmerdé* » ; « *Ils nous emmerdent* » ; « *Je comprends le droit de grève mais en fait vraiment, vous nous cassez les pieds* ». Le décor est planté… Si Aurore Bergé ne se voit pas intégralement dérouler le tapis rouge, l'accompagnement du gouvernement reste plutôt de mise, y compris quand il s'agit d'encourager les entraves au droit de grève :

–Anne-Élisabeth Lemoine : *Comment concilier le droit de grève et le droit à la libre circulation, tous les deux sont constitutionnels, ça veut dire qu'il faut un service minimum ? Il faut l'étendre ? –À quel moment on peut étendre le service minimum ? À partir du moment où le mouvement est reconduit comme le souhaite d'ailleurs Philippe Martinez de la CGT partout où c'est possible ?*

Bien sûr, de la contradiction point ici ou là. Les éditos de Patrick Cohen parviennent – parfois, seulement ! – à démystifier la communication gouvernementale. Sourcés et davantage axés sur le « fact-cheking » que sur la prescription d'opinion, ils prennent notamment à revers le slogan d'une réforme dite « juste »[7]. La limite du genre ? Les raisonnements sont la plupart du temps enfermés dans une perspective comptable et négligent l'information sur les alternatives (progressistes), systématiquement laissées dans l'angle mort. Au point d'aboutir à des « débunkages » étriqués, comme celui concernant les inégalités d'espérance de vie (13 janv.), que commentait notamment Arrêt sur images[8]. En d'autres termes, le cadrage gouvernemental reste bel et bien dominant dans l'agenda de Patrick Cohen, qui ne figure certes pas parmi les éditorialistes aveuglés par « la-réforme », mais n'en demeure pas moins partisan d'une réforme systémique telle que l'avait conçue Emmanuel Macron en 2019. La retraite à 60 ans, défendue par une large partie de la gauche, est de ce fait disqualifiée… par omission : aussi pointu soit-il, un « fact-checkeur » demeure un journaliste sélectionnant ses informations, choisissant de traiter telles études pour éclairer tels points de vue plutôt que d'autres, en plus de ne pas être à l'abri de succomber aux sirènes de la communication gouvernementale ! Le 8 février dernier, si Patrick Cohen taclait la « *fausse promesse* » du gouvernement concernant une « retraite minimale à 1 200 euros », il oubliait de préciser que lui-même avait dûment relayé le mensonge un mois plus tôt, à l'instar de la quasi-totalité de ses confrères et consœurs :

> **La retraite à 60 ans, défendue par une large partie de la gauche, est de ce fait disqualifiée… par omission.**

[Sur le passage de 65 à 64 ans], le dialogue a payé et la Première ministre fait référence, effectivement, à la proposition qui a été votée au Sénat à l'initiative des sénateurs LR. Même chose quand Élisabeth Borne annonce que la pension minimum sera revalorisée à 1 200€ pour tous les retraités, futurs et actuels. Cela concerne deux millions de personnes. C'était une annonce très attendue. La Première ministre l'a présentée comme une évolution de sa réforme, en oubliant que c'est ce qu'avait promis pourtant Emmanuel Macron durant sa campagne présidentielle. (10 janv.)

Oups !

TERRAIN DE JEU POUR ÉDITOCRATES

Enfin, soulignons qu'aux nombreuses invitations adressées par « C à vous » aux responsables politiques « pro-réforme » s'ajoutent celles des journalistes VRP. Hormis le cas Beytout, déjà abordé, les émissions avec Alain Duhamel (27 janv.) et François Lenglet (3 févr.) valent au moins autant le détour. Face au journaliste de BFM-TV, Patrick Cohen se charge de l'introduction en avançant « *deux éditos* » prospectifs contradictoires… Dans le premier, Patrick Cohen évoque la possibilité d'un projet « *condamné* » compte tenu de l'opposition de la population. Dans le second, il prend cette option à revers – c'est dire l'inanité de l'exercice « édito » ! – en adressant un soutien au gouvernement :

Patrick Cohen : *Les réformes des retraites sont impopulaires par nature. […] Le soutien à la mobilisation reste majoritaire, mais ce n'est pas encore un raz-de-marée. D'après Odoxa pour* Le Figaro *[…], ce soutien a même reculé ! De quelques points en une semaine. Regardez : 63 % contre 66 %. […] L'opinion commune est encore que la réforme va passer, […] l'opposition en tant que telle n'est pas si forte, avec une gauche engluée dans ses querelles de partis et un RN pétri de contradictions. […] La bataille peut être longue et rude mais Emmanuel Macron sait parfaitement que s'il recule sur une réforme dont il a fait un totem, son quinquennat sera terminé.*

Des « deux éditos », Duhamel choisit évidemment le second… et acquiesce : « *[Le quinquennat] sera à la fois vide de sens, vide de prestige et même vide d'objectifs identifiables.* » Infatigable, le dinosaure médiatique prophétise que « l'opinion » finira par « se résigner ». L'exemple du CPE en 2006, lorsque Jacques Chirac retirait un texte pourtant voté ? « *Ça a été ridicule et Chirac ne s'en est pas remis !* » La contestation ? « *La question est de savoir si les syndicats seront gérables et si les Français seront gérés. [Rires]* » L'action des mairies contre la réforme ? « *Un peu ridicule aussi. Les mairies font du blocage, elles bloquent un service public.* » Même dispositif, même carnaval le 3 février avec

7. « *D'un point de vue financier, [la solution du recul de l'âge légal] est la plus efficace et d'un point de vue social, c'est la plus injuste* », affirme-t-il par exemple le 5 janvier, avant de détailler davantage le 11 janvier : « *Ce sont bien les carrières modestes et précoces qui se retrouvent les plus pénalisées.* »

8. « Retraites : les "25 % des plus pauvres", de "Libé" à Patrick Cohen », Arrêt sur images, 19 janvier.

François Lenglet. Un seul extrait, pour ne pas abrutir nos lecteurs:

–**Anne-Élisabeth Lemoine:** *François Lenglet, est-ce qu'il y a une sorte de schizophrénie sociale des Français, qui sont heureux au travail, mais qui ne veulent pas travailler plus longtemps?*

–**François Lenglet:** *Oui, je crois.*

Inutile de développer davantage: depuis un mois, l'éditocrate a le loisir de répéter tout le bien qu'il pense de cette réforme sur les chaînes qui l'emploient: le groupe TF1 et RTL.

* * *

Surreprésentation des défenseurs de la réforme; iniquité des dispositifs; deux poids, deux mesures dans le traitement des invités selon qu'ils sont élus de la majorité ou syndicalistes; tapis rouge aux éditorialistes déjà omniprésents dans des médias privés; caricature de la gauche politique, marginalisée au profit d'anciens ministres socialistes n'exerçant plus de fonction dans le paysage politique; absence manifeste d'information sur les alternatives progressistes à «la-réforme» et de reportage sur le mouvement social; invisibilisation des travailleurs… Du 2 janvier au 3 février, le traitement de la réforme des retraites et de la mobilisation sociale par «C à vous» a pâti des biais médiatiques traditionnels par temps de réforme. Et derrière un «pluralisme» de façade, ce «*rendez-vous incontournable*» (autoproclamé) du service public manie l'information et le «débat» comme la majeure partie des magazines d'actualité audiovisuels: en les mutilant.

		Invité principal	Fonction	Édito de Patrick Cohen consacré à la réforme des retraites	Temps d'émission consacré à la réforme des retraites*
	02-janv	Alexis Corbière	LFI		5'30
	03-janv	Agnès Pannier-Runacher	Gouvernement		4'30
	04-janv	Yvan Ricordeau	CFDT		12'30
	05-janv	Roselyne Bachelot	Ancienne ministre	X	8'45
	06-janv	Frédéric Dabi	Sondologue		5'10
	07-janv				
	08-janv				
	09-janv				
Présentation de la réforme par Élisabeth Borne	10-janv	Éric Ciotti	LR	X	16'40
	11-janv	Olivier Véran	Gouvernement	X	29'45
	12-janv	Daniel Cohn-Bendit	Ancien député européen		2'35
	13-janv	Roger Pol-Droit	Philosophe	X	6'25
	14-janv				
	15-janv				
	16-janv				
	17-janv	François Hollande	PS	X	17'05
	18-janv	Aurore Bergé	Gouvernement	X	19'40
1re journée de grève et de manifestation	19-janv	François Hommeril Nicolas Beytout	CFE-CGC Éditorialiste *L'Opinion*		20'05
	20-janv	Arnaud Montebourg	Ancien ministre		9'25
Manifestation à l'appel des organisations de jeunesse de gauche	21-janv				
	22-janv				
	23-janv	Gabriel Attal	Gouvernement	X	21'20
	24-janv	Nicolas Mayer-Rossignol	PS		7'50
	25-janv				
	26-janv	Laurent Berger	CFDT	X	20'20
	27-janv	Alain Duhamel	Éditorialiste BFM-TV	X	17'15
	28-janv				
	29-janv				
	30-janv	Richard Ramos	MoDem		13'40
2e journée de grève et de manifestation	31-janv	Fabrice Angei Nicolas Beytout	CGT Éditorialiste *L'Opinion*	X	21'35
	01-févr	Gérald Darmanin	Gouvernement	X	16'
	02-févr				
	03-févr	François Lenglet	Éditorialiste TF1-RTL	X	17'30

* incluant les interviews, éditos, sujets vidéo et chroniques.

PENSÉE AUTOMATIQUE CHERCHE PERROQUETS

Dans cette époque obscure où plus rien de ce qui a été conquis n'est acquis, quelques phares de la pensée, sur qui le temps n'a pas de prise, sont heureusement là pour nous montrer la voie. À moins qu'ils veuillent achever de nous convaincre que la retraite à 60 ans – voire plus anticipée encore – n'a décidément rien que du bon…

Saluons d'abord une certaine constance chez nos intellocrates. Le 3 décembre 2019, sur le plateau de LCI, Luc Ferry dégainait son empathie coutumière en défense de la précédente réforme (avortée) des retraites: « *Il faut un QI de bulot pour ne pas comprendre qu'on est obligé d'augmenter la durée de cotisation* ». Accroché à la pensée automatique tel un bulot à son rocher, c'est tout naturellement que le chroniqueur de LCI revint à la charge trois ans plus tard, presque jour pour jour, sur la même antenne: « *Pardon de le dire, mais il faut un QI de bulot pour ne pas comprendre qu'on est obligé d'augmenter la durée de cotisation ou le taux de cotisation ou les deux, on ne peut pas faire autrement.* » (3 nov. 2022)

La philosophie médiatique, ça se décalque! « *Pour gouverner, vous devez parfois conduire des choses impopulaires, mener des réformes impopulaires* » assénait un autre représentant du genre sur France 2, après l'avoir écrit courageusement dans *Franc-Tireur*, et avant de déclarer à propos de la souffrance au travail: « *On est surtout myopes et l'on croit que notre époque est plus grave que les autres.* » (Raphaël Enthoven, 28 janv.) Ronchon, Jacques Attali l'est aussi. Fâché même. Fâché qu'Emmanuel Macron ne soit pas « *rest[é] à la réforme déjà en partie votée, beaucoup plus logique, instaurant un système à points* », mais jamais avare de préconisations pour autant: « *Pourquoi ne pas ouvrir d'avantage la France à ce dont tous les pays se dotent, et dont les Français veulent, au moins de façon complémentaire: la retraite par capitalisation?* » (*Les Échos*, 17 févr.) Lui n'avait d'ailleurs pas attendu les années Macron pour nous livrer sa vision d'un monde idéal: « *Je rêve d'une société où chacun, grâce à la robotisation, et à l'organisation politique et sociale, pourrait exercer l'activité qu'il souhaite, sans limite de temps. Dans une telle société, la revendication principale serait de retarder l'âge de la retraite, et pas de le réduire. Il n'y aurait pas de retraite, où travailler serait naturel…* » (*Le Monde*, 2 avr. 2015)

Le grand bond en arrière examiné ces jours-ci à l'Assemblée a ainsi donné à nos plus grands esprits une nouvelle occasion de briller de mille feux. *Fast thinker* en chef, Alain Minc se précipite sur Europe 1 – ou serait-ce l'inverse – tel un lanceur d'alerte: « *Dans cette affaire, il y a beaucoup d'évidences qui ne sont pas dites* » (21 févr.).

> **« *Il faut un QI de bulot pour ne pas comprendre qu'on est obligé d'augmenter la durée de cotisation ou le taux de cotisation ou les deux, on ne peut pas faire autrement.* »** Luc Ferry

Tellement peu dites qu'elles furent dites par la quasi-totalité des journalistes économiques, avant d'être logiquement redites par leur maître à penser: « *La France travaille moins que ses principaux concurrents* », « *l'espérance de vie augmente* », « *nous avons 3 000 milliards de dette* ». Bien décidé à ne rien céder ni à « *une France […] émotive et populiste* », ni au « *mélenchonisme régnant* » et encore moins à « *l'incompréhension économique qui est propre à ce pays* », Alain Minc entreprend dès lors de dire ce qu'« *il est très difficile de dire* » : « *Les marchés nous regardent, cette réforme est un geste extrêmement fort à leurs yeux et nous sommes obligés de la faire.* » Être toujours du côté du manche réclame, en effet, du courage. Celui-là même dont fait preuve Jacques Julliard face à la « *guéguerre* » et au « *conflit incongru* » des

BHL – Cette France lasse d'elle-même

Les Français doivent opérer une réforme intellectuelle et morale s'ils veulent conserver le chef-d'œuvre social et politique qu'est le système des retraites.

retraites: auto-investi du «*bon sens*» et de «*l'intérêt général*», l'éditocrate appelle gouvernement et syndicats à une «*renégociation collective*», tout en s'improvisant spécialiste de la psychologie des profondeurs: «*Nulle part ailleurs les modifications rendues nécessaires dans le régime des retraites n'ont donné lieu à pareil concert de cris de douleur, de mobilisations de masse répétées, et au sentiment d'une petite fin du monde. […] Il y a dans la relation des Français à leur retraite quelque chose comme une névrose d'échec, une fuite devant la vie active […].*» (*Marianne*, 2 févr.) Une thérapie d'inspiration BHLienne, lequel dressait en 2019 le portrait d'une «*France lasse d'elle-même*», enjointe d'«*opérer une réforme intellectuelle et morale*» en adhérant… à «la-réforme» (*Le Point*, 21 déc. 2019). Pascal Bruckner, également fin psychologue, sonne le tocsin en appelant les Français à redoubler d'effort: «L'opposition à la réforme des retraites ou le reflet d'une France peureuse et fatiguée.» (FigaroVox, 12 févr.) Le bréviaire du réactionnaire méritait au moins une tribune. Truffée d'audaces, cela va de soi. Par exemple: «*Le mouvement de quelques-uns suppose l'immobilisme de tous. Ne bougez plus: voilà ce que nous dit l'air du temps.*» Ou encore: «*Dans le camp du non [à la réforme], c'est le misérabilisme érigé en système, la France de 2023 repeinte aux couleurs de Germinal*». Mais aussi: «*[La grève] est notre sport national […]. À l'automne 2010 déjà des milliers de lycéens manifestaient pour leur retraite. […] Ces jeunes étaient à l'avant-garde du plus grand parti de France, le parti de la trouille.*» Et enfin: «*En panne de destin, la France a peur et elle a peur de sa peur: elle ne s'aime plus assez, il faudrait la rassurer.*»

«*Il y a dans la relation des Français à leur retraite quelque chose comme une névrose d'échec, une fuite devant la vie active.*» Jacques Julliard

De l'audace, toujours de l'audace… C'est aussi le maître-mot de François de Closets, l'inoubliable auteur de *Toujours plus* (1982), qu'accueille encore *Ouest-France* quarante ans plus tard, à bras ouverts, sans doute pour que l'essayiste ose dire toujours davantage dans ses colonnes: «Entretien. "Il faudra oser reculer l'âge de la retraite" […]» (27 juin 2022). Ne manquait plus que le verdict sans appel du soixante-huitard préféré des médias pour vérifier le pouls de l'intelligentsia médiatique: «*C'est une mobilisation has been, rétrograde*» (Daniel Cohn-Bendit, *Le Point*, 14 janv.) «*La retraite, j'y songe depuis plusieurs années*» lâcha un jour bien imprudemment Alain Duhamel. Espérons que ses compères penseurs seront plus prompts que lui à passer à l'acte… ■

«*Les marchés nous regardent, cette réforme est un geste extrêmement fort à leurs yeux et nous sommes obligés de la faire.*» Alain Minc

«C CE SOIR» AMBIANCE FEUTRÉE POUR RAPPELS À L'ORDRE

«Retraites: faut-il avoir honte de notre débat?»

Le 14 février, la question qui présidait à l'émission «C ce soir» (France 5) ouvrait, sur le papier, un vaste champ de «possibles» éditoriaux. Un seul figurera au sommaire, toutefois: le procès de la stratégie parlementaire adoptée par La France insoumise, et, plus particulièrement, la mise au ban de Thomas Portes, ancien cheminot, syndicaliste et désormais député LFI, invité pour cause de «polémique» médiatico-politique. Son crime? Un tweet sur lequel il s'affichait le pied sur un ballon à l'effigie d'Olivier Dussopt lors d'une manifestation syndicale d'inspecteurs du travail. Au-delà de son cadrage étriqué – calqué sur celui qu'adoptèrent une grande partie des médias dominants au moment d'évaluer la «tenue» du débat public –, cette émission aura surtout montré ce qu'un dispositif bien verrouillé permet de dire et de ne pas dire.

Karim Rissouli, le présentateur: «*Thomas Portes, je vais commencer avec vous ce débat. C'est vrai que vous avez été un peu détrôné hier par votre collègue Aurélien Saintoul qui a qualifié Olivier Dussopt d'"assassin", mais vous êtes de ceux qui incarnent, peut-être que vous l'assumez d'ailleurs, cette violence symbolique depuis quelques jours, avec cette photo que vous avez tweetée. On vous revoit, vous, avec votre écharpe tricolore et puis un pied sur un ballon, une balle, vous allez nous le dire, avec l'effigie d'Olivier Dussopt.*»

> **«Vous êtes de ceux qui incarnent cette violence symbolique depuis quelques jours.»** Karim Rissouli

Voilà une introduction qui donne le «la»: cadrant d'emblée la discussion en entérinant un point de vue (socialement) situé, elle prétend ouvrir un «débat», qui ne sera en réalité rien d'autre qu'un huis-clos à charge. Comme souvent, la partialité du dispositif est de deux ordres.

D'une part, on ne peut s'empêcher de relever l'incongruité (et le prisme de classe) consistant à présenter Thomas Portes comme l'«incarnation» de la «*violence symbolique depuis quelques jours*»: ces mêmes «quelques jours» au cours desquels gouvernement et éditorialistes ont prôné et vanté une réforme antisociale majeure, au prix de (non moins majeurs) bidonnages, ventilés dans la quasi-totalité des médias pendant un mois – par exemple, celui d'une «retraite minimum à 1 200 euros». Mais on

le comprendra, ceci ne relève pas d'une quelconque violence symbolique – ni, *a fortiori*, ne l'«incarne» d'aucune sorte.

D'autre part, on ne peut s'empêcher de souligner la bizarrerie (et le prisme de classe) consistant à présenter comme un «débat» une émission qui n'aurait pu isoler davantage son accusé: comme on le verra, parmi les huit journalistes/intervenants en plateau, Thomas Portes est le seul à remettre en cause le procès qui lui est fait[1]. Face à lui, on découvre notamment Arthur Chevallier, présenté ainsi par Karim Rissouli: «*historien, écrivain et éditeur, également chroniqueur pour* Le Point. *Vous parliez en préparant l'émission d'une normalisation de la violence et vous regrettez ce que vous voyez comme de la vulgarité, et vous disiez même un abaissement des rapports civilisés.*» Ainsi, dans «C ce soir», on attend d'un contributeur du *Point* qu'il administre des leçons de tenue et disserte de «rapports civilisés». *Le Point*, hebdomadaire faisant littéralement recette de sa haine de classe, régulièrement placardée en Une et déployée dans des éditos usant d'une violence (et d'une vulgarité) verbales débridées, en particulier ceux de Franz-Olivier Giesbert, qui n'avait pas hésité, en 2016, à comparer Daech et la CGT. Mais inutile de rappeler ces détails: le chroniqueur du *Point* ne sera jamais interrogé sur la «violence symbolique» de son journal.

Ainsi, dans «C ce soir», on attend d'un contributeur du *Point* qu'il administre des leçons de tenue et disserte de «*rapports civilisés*».

Pas plus que ne le sera Caroline Vigoureux, qui publie dans le numéro «non-violent» de *L'Opinion* paru le matin-même – journal dirigé par le «non-violent» Nicolas Beytout –, un article qui éblouit la rédaction de «C à vous» au point de convier son autrice pour l'émission du soir. Son titre? «La France insoumise: la stratégie de la haine», flanqué d'un dessin comparant le RN et LFI, et surmonté d'un édito du directeur alertant sur le «*danger que [...] fait peser [Jean-Luc Mélenchon] sur la vie du pays tout entier.*»

Un numéro «*très sévère*» dira Karim Rissouli. Mais pas «violent». Non, ce soir-là, la seule «violence» qui sera en question sera celle que les journalistes auront désignée comme telle: le tweet de Thomas Portes. Trois portraits.

LAURE ADLER: LA RADICALITÉ, OUI, MAIS DANS LES LIVRES!

«C ce soir», ce n'est pas «Les Grandes Gueules». L'ambiance est feutrée, les lumières tamisées. On ne hurle pas. On ne se coupe (théoriquement) pas la parole. Mais il suffit que débarque le vilain petit canard, ancien cheminot syndicaliste, pour que la «violence symbolique» puisse revenir par la porte alors qu'on l'observe de la fenêtre. En témoigne la virulence et la déconsidération avec lesquelles la journaliste Laure Adler s'adresse (et interrompt) Thomas Portes au cours du premier quart de l'émission, cloué au pilori pour... «*offense à la dignité humaine*»:

–**Thomas Portes:** *L'extrême droite ne fait pas le travail en commission, ne fait pas le travail dans l'hémicycle et n'est jamais aux côtés des salariés qui se battent. D'ailleurs, [coupé]*

–**Laure Adler:** *Donc tous les moyens sont bons, Monsieur le député? Tous les moyens sont bons pour pouvoir assumer la combativité et l'exemplarité, que je mets entre guillemets, de vos convictions? Tous les moyens sont bons?!*

–**Thomas Portes:** *Non, tous les moyens ne sont pas bons [...]. Moi, j'ai une limite, c'est [celle] de l'appel à la violence, des propos racistes, des comportements de haine. Et je considère que ce que j'ai fait n'était pas un appel à la violence [...]. Tous les comportements ne sont pas valables et j'ai d'ailleurs moi-même fait l'objet de menaces de mort par l'extrême droite il y a quelques semaines. Et j'ai toujours pris position dans mes engagements politiques et syndicaux pour apporter mon soutien à tous les représentants politiques, quelle que soit leur couleur, quand ils étaient menacés de mort pour dire que [coupé]*

–**Laure Adler:** *Ce n'est pas ce que vous faites dans les images que vous nous diffusez.*

–**Thomas Portes:** *Mais ça, c'est vous qui l'interprétez comme ça.*

–**Laure Adler:** *Bah! Il n'y a pas à interpréter, Monsieur le député! Il n'y a aucune chose à interpréter! Vous ne pouvez pas vous défendre en disant qu'il y a eu une interprétation du geste que vous avez fait avec le ballon avec M. Dussopt, le ministre du Travail. Qu'est-ce que vous voulez que j'interprète? Qu'est-ce que vous voulez qu'on interprète?!*

–**Thomas Portes:** *Mais la caricature, elle est pas nouvelle dans le débat politique. Moi j'ai un peu regardé ce qui s'est fait. La première fois... [coupé]*

–**Laure Adler:** *Mais la caricature... et la personnalisation! Et la figuration d'un visage! Vous savez l'importance du visage dans la considération de l'autre, Monsieur?!*

1. Aucun ne remet fondamentalement en cause le cadrage de l'émission, hormis Jean-Pierre Mignard, qui tente pendant vingt petites secondes d'élargir à la crise sociale et institutionnelle que traverse le pays...

–Thomas Portes: *Oui.*

–Laure Adler: *Bon, bah alors, vous n'avez pas l'air de le savoir!*

–Thomas Portes: *Si, parce que je revendique le droit à la caricature et c'est pas nouveau [coupé]*

–Laure Adler: *C'est pas une caricature!*

–Thomas Portes: *On a toujours vu dans les mobilisations sociales et politiques de ce pays tourner en dérision les puissants.*

–Laure Adler: *C'est une offense à la dignité humaine! Et c'est une dégradation de la légitimation du débat politique.*

Édifiant, pour le moins, d'assister à une telle véhémence de la part d'une journaliste édictant, chaque soir ou presque dans l'émission, des « conseils lecture » dont beaucoup se penchent sur les oppressions et les dominations, parmi lesquelles les oppressions de classe. Peut-on « en même temps » s'indigner de la violence symbolique des dominants qu'on lit dans des livres… et la pratiquer soi-même en plateau, en plus de disqualifier sans appel – et avec quels mots! – une image qui la renverse symboliquement ? Visiblement, oui.

Plus tard dans l'émission, Laure Adler tente de rétropédaler – « *J'essaie toujours de comprendre les personnes avec lesquelles je ne suis pas d'accord* » –, mais poursuit dans la violence symbolique, en imaginant ce que Thomas Portes « essaye de dire » et en formulant à sa place la manière dont il serait « convenable » qu'il le dise:

Laure Adler: *Est-ce que vous n'essayez pas, de manière assez maladroite et qui peut paraître offensante et beaucoup trop violente, de dire « Mais nous, on existe, on voudrait que le France entière nous entende par le biais de notre mandat » ? Est-ce qu'il n'y a pas une grande idée du député qui n'arrive pas à se faire écouter?*

Deux interventions qui invitent à méditer la troisième, consistant à mobiliser… Pierre Bourdieu, dans une pirouette (ratée) de « fast-thinker », qui serait seulement cocasse si elle ne servait pas légitimer la stratégie de communication… du RN:

Laure Adler: *Pendant ce temps-là, le Rassemblement national pratique la politique inverse à la vôtre. C'est-à-dire qu'il prend justement « les mots pour le dire », là je cite un texte de Pierre Bourdieu*[2] *qui est très important à relire aujourd'hui. Il [le RN] officialise son appartenance au camp politique, et pendant ce temps-là, il continue à agréger un sentiment d'appartenance, de légitimité. Est-ce que vous n'avez pas l'impression, Monsieur le député, que tout cela est contreproductif?*

Ainsi, dans le petit monde d'apparat de « C ce soir », on peut s'appuyer sur Bourdieu pour sacraliser les critères dominants de la « bienséance » institutionnelle et servir, sans le dire, la dédiabolisation du RN tout en diabolisant la gauche. Chapeau bas!

ARTHUR CHEVALLIER, LE MÉPRIS EN ÉTENDARD

Revenons à présent sur le chroniqueur du *Point* qui « *regrette la normalisation de la violence* », mais se charge de distiller en plateau celle que son hebdomadaire répand de semaine en semaine. Après le premier « échange » entre Laure Adler et Thomas Portes, le présentateur le lance:

–Karim Rissouli: *Arthur Chevallier, vous, vous êtes plutôt team Laure Adler ou… ? [Rires en plateau].*

–Arthur Chevallier, s'adressant à Thomas Portes: *Moi, je suis plutôt team « Je connais ma définition ». [Votre tweet], ce n'est pas une caricature. Je pourrai vous prêter un dictionnaire, vous verrez que ce n'est pas ça la définition d'une caricature. Ça, c'est la première chose.*

> **« Je pourrai vous prêter un dictionnaire, vous verrez que ce n'est pas ça la définition d'une caricature. »**
> Arthur Chevallier

–Thomas Portes: *Moi, je vous ai pas fait de leçon donc commencez pas à m'en faire.*

–Arthur Chevallier: *Attendez, je ne vous ai pas interrompu. Je ne vous ai pas interrompu donc laissez-moi parler!*

–Karim Rissouli, s'adressant à Thomas Portes: *Non, écoutez-vous, s'il vous plaît.*

Heureusement, Karim Rissouli prend son rôle d'arbitre très au sérieux: carton jaune à Thomas Portes pour interruption – qui, quelques secondes plus tôt, en essuyait quatre de la part d'une journaliste-maison sans qu'on la rappelle à l'ordre –, et tapis rouge à l'intervention inaugurale (et non-violente) du monsieur du *Point*. De quoi galvaniser Arthur Chevallier, déplorant le fait qu'avec « *le genre de facétie dont bientôt [LFI] sera effectivement un grand spécialiste, je ne suis pas sûr qu'on élève le débat en quoi que ce soit* ». Contrairement à ses propres facéties ? Si elles n'élèvent pas « le débat », elles ont en tout cas l'avantage de le recentrer sur le parti de gauche – qualifié de « *vieux parti bonapartiste finissant* » – et de lui permettre d'ânonner ses partis pris:

Pour autant, je pense que ce qui est assez intéressant dans la stratégie de La France insoumise, si on peut parler de stratégie, c'est qu'elle mène à des échecs électoraux successifs, qui d'ailleurs, sont toujours maquillés en victoire puisque La France insoumise, c'est le seul parti qui n'a jamais la majorité [et] qui finit par dire que c'est lui qui représente tout le monde […]! Et vous allez subir, d'une certaine façon, la jurisprudence Gilets jaunes. C'est-à-dire que face à une explosion de la violence, vous perdrez l'affection

2. Le mystérieux texte de Pierre Bourdieu que Laure Adler prétend « citer » et nous conseiller de « relire » est probablement *Ce que parler veut dire*, paru en 1982. Si tel est le cas, il suffit de l'avoir lu une fois pour comprendre qu'il n'a aucun rapport avec le propos de Laure Adler et qu'il sert ici de pur (et spécieux) argument d'autorité.

3. Plus tôt, en bon éditocrate, le chroniqueur du *Point* minimisait l'opposition de la population à la réforme des retraites – « *On n'en sait rien! Les sondages, c'est les sondages, ce n'est pas des votes! Enfin, je veux dire, tout ça est très spéculatif, en fait, à mon sens.* » – pour mieux adresser un *satisfecit* au pouvoir en place: « *Le gouvernement est dans son droit en faisant voter [la réforme] avec une majorité politique […]. Une légitimité spéculative, c'est forcément inférieur à une légitimité politique.* »

qu'ont les Français pour ce mouvement des retraites. Et d'ailleurs, vous êtes lâchés par les leaders syndicaux.

Une tirade (ici écourtée) dont se délecte le plateau avec l'attention sérieuse des bien élevés. Plus tard, on élèvera encore le débat en demandant à cet expert ès « dictionnaire » ce qu'il pense de la lutte des classes, Karim Rissouli évoquant le « *mépris de classe* » dénoncé par Thomas Portes: une simple « *rhétorique* » pour Arthur Chevallier, qui se lance dans un laborieux gloubi-boulga affirmant, au bout du compte, que la critique du néolibéralisme et de son hégémonie… a « *complètement disparu dans LFI* » ! Ou serait-ce de l'esprit d'Arthur Chevallier ? Et le « débat » de s'égarer davantage:

–Arthur Chevallier: *Le théâtre dans lequel agit La France insoumise en ce moment est complètement à côté de la plaque! Je trouve que la façon dont réagit LFI à ces manifestations des retraites n'est pas du tout anthropologique [sic!], mais est complètement politique. C'est-à-dire que pour vous [s'adressant à Thomas Portes], c'est un rendez-vous pour faire du bruit, trouver un espace. Mais je pense que si les gens sont dans la rue, […] c'est parce que ça concerne des choses très concrètes, leurs vies en fait!*

–Karim Rissouli: *Donc ce n'est pas une question de lutte des classes.*

–Arthur Chevallier: *Pas du tout! Ce n'est pas une question de lutte des classes! C'est une question de pure sensibilité et de pur humain qu'à mon avis, La France insoumise ne capte pas du tout!*

« Faut-il avoir honte » de ce débat ? La question ne sera pas posée…

CAROLINE VIGOUREUX: « *QUE FAIRE* » DE LA « *HAINE* » DE LFI?

La journaliste Caroline Vigoureux, mérite le troisième (et dernier) portrait:

Caroline Vigoureux: *[…] Emmanuel Macron n'a jamais caché son jeu là-dessus et les députés eux-mêmes ont été élus sur un tract qui prônait la réforme à 65 ans. Donc on ne peut pas non plus totalement leur reprocher d'appliquer le programme pour lequel ils ont été élus, quand bien même l'opposition existe évidemment dans l'opinion.*

Cette morale, directement tirée des éléments de langage macronistes, partagée par Arthur Chevallier[3], clôturera l'émission. Et succèdera à d'autres interventions de la journaliste de *L'Opinion*, qui aura mis toutes ses forces dans une seule bataille. Laquelle ? Lancer l'alerte sur le danger démocratique du moment: La France insoumise.

–Caroline Vigoureux: *[…] Durant le précédent mandat, les Insoumis étaient 17, et aujourd'hui, ils sont 74, donc forcément, ça n'a pas le même effet. Et le problème qui se pose aujourd'hui à l'Assemblée, c'est que faire de cette fureur, et parfois de cette haine qui s'invite.*

–Karim Rissouli: *Oui, vous parlez d'une nouvelle haine à laquelle doit faire face l'institution.*

–Caroline Vigoureux: *Voilà. Qu'en faire ? Comment la traiter ? Et en fait, on voit que l'Assemblée est assez démunie face à cela, que Yaël Braun-Pivet, la présidente, est mise à rude épreuve, parce qu'en réalité, le règlement de l'Assemblée est assez léger en la matière. Il y a quatre types de sanctions et là, ils ne cessent de prononcer des sanctions. Il y en a dix qui ont été prononcées depuis le début de la législature, pour donner un ordre de comparaison, il y en a 23 qui ont été prononcées de 1958 à 2017.*

> **« Il n'y a aucune chose à interpréter! Vous ne pouvez pas vous défendre en disant qu'il y a eu une interprétation du geste que vous avez fait avec le ballon. »**
> Laure Adler

À propos de « haine », le renversement des valeurs est tel qu'on en oublierait presque que 89 députés frontistes siègent à l'Assemblée nationale et réussirent à infiltrer, par les bonnes grâces de Renaissance, des positions de pouvoir dans l'institution. Mais comme on le comprend, ceci ne pose guère de problème à *L'Opinion*, pas plus qu'à « C ce soir ». Dans la chronique « L'image du jour » en effet, la rédaction insiste bien sur « *l'appel au calme* » lancé par Marine Le Pen contre la Nupes à l'Assemblée. Ici, « l'information » se résume à un relevé de « petites phrases » de tel ou tel député, pour commenter sans rien en dire la stratégie de communication du RN, en se dispensant, comme ailleurs, de tout fond politique: « *Le Rassemblement national […] mise sur la discrétion, avec un objectif: la normalisation.* » Ce qui permet à Caroline Vigoureux, en bonne journaliste politique elle-même aveuglée par la « dédiabolisation » de l'extrême droite, de rebondir en alimentant cette communication jusqu'à plus soif:

Caroline Vigoureux: *Quand on est dans les tribunes presse de l'hémicycle, c'est assez saisissant parce qu'il y a donc le bloc de la Nupes qui est très bruyant […] et le mur du RN qui est vraiment l'antithèse parfaite de ce qui se passe à gauche: ils sont*

très calmes, très présents mais vraiment très calmes. […] Pour l'instant, il suffit de rien dire et les enquêtes d'opinion montrent que ça marche, que dans le match de crédibilité qui se joue entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, c'est Marine Le Pen qui est plutôt gagnante. Donc eux, ils n'ont qu'à laisser la séquence passer et en tirer les fruits à la fin.

Avant de citer l'une des «*conséquences politiques de la stratégie des Insoumis*» : «*ça rend presque plus institutionnelle la manière de s'opposer du Rassemblement national.*» Avec des journalistes politiques si bien disposés à l'égard de la communication politique, le fameux «barrage» prend l'eau de toutes parts…

À chacune de ses interventions, Thomas Portes tentera de renverser le cadrage imposé. Sur l'extrême droite, par exemple, il refuse la tournure d'un «débat» consistant à imputer sa banalisation à la gauche et pointe notamment la responsabilité du gouvernement actuel. Sur la question de la «violence», il réclame que l'on puisse «*parler de la violence des décisions politiques qui sont prises et qui ont des conséquences sur la vie des gens*». Mais la force du dispositif est telle que ces interventions sont vouées à l'échec : aucun intervenant ne rebondit et le «débat» passe du coq à l'âne, sans jamais s'arrêter sur les points soulevés par Thomas Portes qui passent, de ce fait, systématiquement à la trappe. Ainsi, en dernière instance, de «l'obstruction» du débat parlementaire, dont est seulement accusée… la gauche. Thomas Portes a beau appeler à ne «*pas inverser les rôles*» en demandant «*qui a fixé 15 jours de débat*», cela n'aura aucune espèce d'incidence sur le plateau, ainsi que le résument Karim Rissouli et Anne-Charlène Bezzina :

–**Karim Rissouli :** *J'entends bien, mais vous voulez être l'écho de la rue. Quand la rue, et notamment Laurent Berger vous dit « S'il vous plaît, allons jusqu'à l'article 7 ! » […] Il dit ce serait une « connerie » l'obstruction. […]*

–**Anne-Charlène Bezzina :** *Au final, c'est l'Assemblée nationale qui est privée du vote. Donc ce sont les représentants du peuple dont vous vous targuez finalement, qui seront privés de ce moment du vote.*

En clair : «faut-il avoir honte de La France insoumise ?»

* * *

«*"Débattre, c'est argumenter pour ne pas se battre", Étienne Klein, physicien et philosophe des sciences. Telle [est] la philosophie générale et l'ambition de C ce soir.*»[4] C'est

beau. Beau comme une profession de foi médiatique, qui ne veut rien dire tant qu'elle est aveugle aux dispositifs coercitifs qu'elle impose au dit «débat». En l'occurrence ici, pas moins de huit personnes en plateau et un accusé, isolé. Si certains intervenants pourront être d'un secours (très) relatif, ils ne changeront strictement rien aux contraintes fondamentales de l'émission : un pluralisme anémié ; un cadrage pour le moins étriqué et des angles morts édifiants au moment de réfléchir à la «violence symbolique» du moment ; de la communication et une obsession pour les «stratégies» des chapelles politiques et leur «efficacité» ; des perspectives qui en chassent d'autres – devenant impossibles à «fixer» tant les intervenants sont nombreux, ce qui amène souvent le téléspectateur à se demander «De quoi parle-t-on ?» – ; et, enfin, des prises à partie. Le débat a-t-il été «élevé» ? Rien n'est moins sûr. La «violence symbolique» s'est-elle donnée à voir ? À n'en pas douter ! «Retraites : faut-il avoir honte de notre débat ?» Du «débat médiatique» en général et de cette émission du 14 février en particulier, plutôt deux fois qu'une. De quoi rappeler combien les lumières tamisées d'un plateau de service public et la courtoisie de sa bonne société ne garantissent pas des «débats» équilibrés, et en situation de crise sociale, préservent encore moins du mépris de classe… ■

Les lumières tamisées d'un plateau de service public et la courtoisie de sa bonne société ne garantissent pas des «débats» équilibrés, et en situation de crise sociale, préservent encore moins du mépris de classe.

4. Ainsi que l'annonce la rédaction sur le site internet de l'émission.

CE QUE LES MÉDIAS FONT AU DÉBAT PARLEMENTAIRE

Rendre compte ou régler ses comptes ?

C'est un remake de 2020. Lors de l'examen du précédent projet de réforme des retraites à l'Assemblée nationale, les chefferies éditoriales amplifiaient le « tonnerre » de l'hémicycle en imputant « l'obstruction » des débats à la seule gauche parlementaire. Déjà, l'information se résumait, pour l'essentiel, à placarder le nombre d'amendements déposés par les députés LFI. À monter bout à bout leurs « pires coups de gueule ». À les sommer de ne pas « entraver » le cours de la « bonne » démocratie.

Trois ans plus tard, les médias dominants agissent toujours sur le débat démocratique tels une loupe déformante. Bien sûr, du « chahut » a lieu. Bien sûr, des invectives sont échangées. Bien sûr, les débats sont mouvementés. Mais le compte rendu médiatique du processus parlementaire a ceci de profondément dé(sin)formant qu'il sélectionne, hiérarchise et amplifie certains faits au service d'un cadrage éditorial établi, manifeste dans la plupart des médias : faire le procès d'une gauche politique « irresponsable ».

> ***« Le Parlement n'est pas un cirque, c'est un sanctuaire. On n'y piétine pas les symboles, on ne se vautre pas dans l'immonde, on mesure ses paroles, on tient son rang et on s'interdit toute offense à l'intelligence. »***
> Nicolas Charbonneau

Comme de coutume, ce type de traitement répond en tous points aux exigences commerciales des médias en quête de buzz… et de fracas, tout en prétendant le déplorer.

D'une part, spectaculariser les gesticulations de députés, les « punchlines » et les noms d'oiseaux qu'ils profèrent est (et restera) toujours plus « télégénique » que la diffusion ou le compte rendu d'échanges d'arguments, qui ont bel et bien eu lieu dans l'hémicycle, mais sont passés sous les radars. Nous en avons précédemment donné deux exemples : un premier tiré de l'émission « C à vous », lorsque des prises de parole de la Nupes en commission furent coupées pour n'en garder que les termes jugés « violents », lesquels furent ensuite montés les uns à la suite des autres ; et le second, issu de l'émission « C ce soir » consacrée au procès d'un tweet de Thomas Portes, présenté comme « l'incarnation » de la « *violence symbolique* » du moment…

D'autre part, le commentaire permanent – mode de traitement de l'actualité sur lequel repose la quasi-totalité des émissions politiques et qui se subs-

titue au débat argumenté – y trouvera une matière inépuisable (et largement son compte): «*Bienvenue en Absurdistan*» (Alba Ventura, RTL, 14 févr.); «*jusqu'au-boutisme*» (*Le Monde*, 18 et 20 févr.); «*sempiternels démons de l'obstruction et des batailles de procédure*» (*Le Figaro*, 17 févr.), «*bazardisation de l'Assemblée*» (Jean-Michel Aphatie, LCI, 15 févr.), etc. Les journalistes politiques n'aimant rien tant, de surcroît, que se focaliser sur les stratégies partisanes au détriment du fond, ils s'en seront donné à cœur joie.

Un bon exemple de la faillite de ce journalisme politique: *Le Parisien*. Entre le 30 janvier – date d'entrée de la réforme en commission des Affaires sociales – et le 17 février – arrêt des échanges dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale –, le lecteur ne trouvera rien de consistant sur les argumentaires avancés par les parlementaires de gauche. En revanche, il ne saura que

> **«Ce sont des révoltés qui vomissent la société, qui vomissent tout ce qu'elle représente sur le plan économique, social, psychologique, politique, etc.»** Alain Duhamel

> **«Une cohorte de crétins, qui ne savent rien, que crier, que hurler, c'est terrible.»** Jean-François Kahn

faire de l'avalanche d'articles consacrés aux stratégies des différentes chapelles politiques, ainsi qu'au «*tapage*» (7 févr.) et autres «*coups de chaud*» (17 févr.) dans l'hémicycle. Bref, au «*spectacle affligeant*» de la «*pagaille à l'Assemblée*» (13 févr.), dont se délecte… la rédaction. La gauche est, systématiquement, la principale force politique dans le viseur. Le 13 février en particulier. Dans un grand dossier, le journaliste politique Marcelo Wesfreid tricote des petites phrases d'élus pour faire monter la mayonnaise et disserter de «*l'inquiétude [grandissante] sur le climat de violence*» après «*la polémique déclenchée par le député LFI Thomas Portes*». En face, l'air responsable, Bernard Cazeneuve trône au-dessus d'une interview exclusivement orientée sur les Insoumis/Nupes et titrée: «"Ces élus préparent le triomphe de la violence"», déjà introduite à la Une du quotidien: «"L'excès et l'injure avilissent la politique"»… Sans commentaire. Un numéro chargé, donc, qui pouvait compter sur son directeur des rédactions pour l'alourdir davantage. Édito de Nicolas Charbonneau:

On se souvient du discours de Robert Badinter à la tribune de l'Assemblée nationale en septembre 1981 [contre la peine de mort]. […] Plus jamais on ne trancherait de têtes en France. Plus jamais on ne décapiterait. Quarante années plus tard, un député de la République ceint de son écharpe tricolore pose pour la photo, bravache, le pied sur un ballon à l'effigie de la tête d'Olivier Dussopt […]. Ce n'est pas la première fois que la décapitation est une référence au sein de ce mouvement politique. […] En octobre dernier, Jean-Luc Mélenchon appelait à faire mieux qu'en 1789 […]. Le Parlement n'est pas un cirque, c'est un sanctuaire. On n'y piétine pas les symboles, on ne se vautre pas dans l'immonde, on mesure ses paroles, on tient son rang et on s'interdit toute offense à l'intelligence.

C'est bien dans ce contexte que les éditocrates, du haut de leur chaire médiatique, se chargent de régler des comptes plutôt que… rendre compte des débats. «*Ils cassent les codes de la bienséance*

du débat parlementaire » s'indigne Thomas Legrand dans *Libération* (14 févr.). Et quand Christophe Barbier évoque « *l'échec complet de la procédure parlementaire* », ce n'est pas l'usage du 47.1 par le gouvernement qu'il dénonce : « *Ça ne marche plus l'Assemblée nationale, avec les obstructions par les amendements, les invectives [...]. Avec une extrême gauche menée par LFI extrêmement virulente, qui n'est pas là pour améliorer les textes ou les faire adopter, mais uniquement pour bloquer le système – c'est leur stratégie révolutionnaire.* » (« C dans l'air », 18 févr.)

Et les outrances de se succéder.

–**Jean-François Kahn :** *Il est arrivé, dans la foulée des dernières élections, je sais pas, une cohorte de crétins, qui ne savent rien, que crier, que hurler, c'est terrible. (LCI, 12 févr.)*

–**Alain Duhamel :** *Ce sont des révoltés qui vomissent la société, qui vomissent tout ce qu'elle représente sur le plan économique, social, psychologique, politique, etc. (BFM-TV, 13 févr.)*

–**Raphaël Enthoven :** *Ils contestent les résultats des élections, ils soutiennent des factieux, ils maudissent leurs adversaires, Ils hurlent dans l'Hémicycle, ils livrent leurs collègues à la vindicte. Dans cette secte déguisée en soviet, les principes sont nobles; les méthodes sont immondes. (Twitter, 10 févr.)*

> **« Bienvenue en Absurdistan. »**
> Alba Ventura

Ou encore cet édito de Nicolas Beytout, en Une de *L'Opinion* (14 févr.), qui commence par « *C'est désormais un incontournable de la vie politique française : le nom de Jean-Luc Mélenchon est synonyme de violence* » et qui se termine avec : « *La colère qu'il met en toute occasion oblige à s'interroger : que ferait-il du bouton nucléaire ?* »

« *On est entre le camp de gitans, le camp de guignol, enfin ce qu'on veut, mais c'est quelque chose qui, de toute façon, tire tout le débat démocratique et le débat politique vers le bas* » expliquait Anna Cabana sur BFM-TV (13 févr.), reprenant les termes du sénateur UDI Hervé Marseille. Le débat médiatique vole-t-il vraiment plus haut que le débat politique ?

LEXIQUE POUR TEMPS DE RÉFORME DES RETRAITES

En 2003 naissait le tout premier lexique médiatique d'Acrimed pour temps de réforme des retraites, de grèves et de manifestations. Au fil des ans et des contre-réformes, la langue (de bois) du journalisme dominant s'est enrichie de nouveaux mots pour diffuser le même discours: discréditer les grévistes et épauler le gouvernement. Deux actualisations ont ainsi vu le jour en 2010 et 2019. La mobilisation sociale actuelle nécessite une quatrième version: la plupart des termes sont (hélas) toujours aussi pertinents, et certaines innovations méritent d'être épinglées.

PÉDAGOGIE DE LA RÉFORME

RÉFORME

Quand une réforme proposée est imposée, cela s'appelle LA réforme. Et s'opposer à cette réforme devient: le «refus de la réforme». Le terme désigne tout spécialement les attaques libérales successives du système par répartition.

«*La réforme est absolument indispensable.*» Élie Cohen, BFM-TV

«*Il faut que cette réforme se fasse.*» Emmanuelle Dancourt, RMC

«*Il faudra du courage pour mener à bien cette réforme rendue nécessaire.*» *Le Parisien*

ALTERNATIVE

N'existe pas. Si elle est progressiste, une réforme alternative est hors sujet et/ou «irréaliste».

«*La réforme ou la faillite, vous nous promettez la faillite!*» Sonia Mabrouk à Manuel Bompard, Europe 1

«*[La retraite à 60 ans], ça ne sera pas retenu hein, je vous le dis tout de suite! Donc on peut en discuter mais bon, ce n'est pas le projet du gouvernement! […] On s'éloigne du sujet!*» Olivier Truchot à Antoine Léaument, BFM-TV

«*Est-ce que vous considérez qu'on ne touche à rien, ou est-ce que vous êtes comme certains au Parti socialiste ou à La France insoumise à considérer que non seulement on ne bouge pas, mais on revient à 60 ans […]?*» Nathalie Saint-Cricq, France Info

PÉDAGOGIE

Devoir qui s'impose au gouvernement. Ainsi, le gouvernement fait preuve (ou doit faire preuve…) de «pédagogie». Tant il est vrai qu'il s'adresse, comme nos grands éditorialistes, à un peuple d'enfants qu'il faut instruire patiemment.

«*Déterminé, Emmanuel Macron l'est, il va falloir qu'il se montre pédagogue.*» Alba Ventura, RTL

«*Le gouvernement n'a pas dit "voilà pourquoi nous sommes absolument obligés". Faut faire une énoooorme pédagogie! […] Donc là, je pense qu'ils ont raté la première partie et maintenant, il faut vraiment parler aux Français.*» Arlette Chabot, LCI

ÉQUILIBRER

Obsession quant au «déficit» des budgets de la sécurité sociale – dit «exorbitant», même si ce n'est pas le cas. Sert à justifier une régression sociale. Comme toute proposition indexée sur l'idéologie néolibérale, c'est une «évidence».

«Par quel mystère un impératif économique – équilibrer un système en déficit structurel – et une évidence démographique – de moins en moins d'actifs, de plus en plus de retraités – se présentent-ils chaque jour un peu plus comme une sorte d'Armageddon politique ?» Le Figaro

RAISON

Grand principe qui guide en tout l'action du gouvernement. Hors de portée des contestataires, qui sont, tels des enfants, le jouet de leurs émotions.

«On est exactement dans la bataille de l'émotion, avec un un gouvernement qui [...] cherche à convaincre sur la raison, alors qu'on a, en face, des gens qui sont heurtés [...] par cette réforme et donc qui ne peuvent pas entendre les arguments du gouvernement.»
Charlotte Euzen, France Info

OUVERTURE

Se dit des opérations de communication du gouvernement. «L'ouverture» est saluée comme une volonté «d'apaisement», de «dialogue», de «compromis» ou de «souplesse», quand bien même aucun des quatre phénomènes ne se concrétise dans le monde réel.

«Au lieu d'être droite dans ses bottes, Élisabeth Borne se montre souple comme le roseau. C'est, par les temps qui courent, la posture la plus sage.» Le Monde

TENIR

Encouragement délivré sans modération au gouvernement, en particulier si des grèves se déclenchent.

«Pour réformer les retraites, Macron aura raison de tenir.» Le Figaro

«Emmanuel Macron n'a pas d'autre choix que de tenir jusqu'au bout.» Vincent Trémolet de Villers, Europe 1

«Il n'y a pas d'autre solution pour le gouvernement, maintenant, les dés sont lancés, il faut tenir. Tenir au Parlement, tenir face à la rue [...] [et] attendre en espérant que ça passera.»
Arlette Chabot, LCI

DÉMOCRATIE

Principe qui, comme la «raison», se situe toujours dans le camp des partisans de «la réforme». Seuls le gouvernement et ses soutiens ont le droit de s'en prévaloir.

«Mais les urnes se sont exprimées! Elles ont élu [E. Macron]! [...] Il applique son programme! Vous lui déniez la légitimité de l'appliquer?!» Léa Salamé à Laurent Berger, France Inter

«Entendre [...] le coordonnateur de la CGT chez Total déclarer hier sur Europe 1 qu'il se bat pour la démocratie, là, on se dit: il se fout du monde! En novembre déjà, c'est lui qui a privé les Français de gasoil! [...] C'est insupportable!» Catherine Nay, Europe 1

GAGNANTS

Français chimériques. Existent dans les études de cas journalistiques, parfois fournies clé en main par le gouvernement.

«Les Français avec des petites pensions sont, eux, gagnants financièrement. [...] Les salariés au SMIC, avec une carrière à trous, auront également une meilleure pension.» France 3

«La réforme ou le déclassement.»
Hubert Coudurier, *Le Télégramme*, 12 janv.

FUTUR

Temps adopté pour conjuguer l'avenir radieux de la réforme, en pleine mobilisation sociale et parfois des semaines avant son vote effectif.

«Ça passera, d'abord parce que c'est la réforme que, depuis le départ, Emmanuel Macron veut faire.» Alain Duhamel, BFM-TV, 16 janv. 2023

«64 ans: ce sera le nouvel âge légal de départ à la retraite, Élisabeth Borne a tranché et dès 2027, il faudra cotiser 43 ans pour toucher une pension pleine.» Anne-Sophie Lapix, France 2, 10 janv. 2023

Se substitue presque toujours au conditionnel. Conjugue également l'opinion supposée «des-Français».

«Occuper la rue apparaît vain: 68% des Français pensent ainsi que la réforme Macron passera malgré tout.» Le *JDD*

DANS LE CHAOS DES GRÈVES

GALÈRE

Se disait des conditions d'existence des salariés privés d'emploi et des jeunes privés d'avenir. Se dit désormais des perturbations liées aux mobilisations sociales. On peut aisément les mettre en images et les imputer à un coupable: le gréviste.

«*Retraites: vers un jeudi de grèves et de "galère"*», *L'Obs*

«*Grève à Marseille: la galère des parents d'élèves*», BFM-TV

«*Grève du 7 février: nouvelles galères dans les transports, pour le 3e jour de mobilisation sur les retraites*», *La Dépêche*

OTAGES

Synonyme d'usagers. Terme approprié pour attribuer les désagréments qu'ils subissent non du fait de l'intransigeance du gouvernement, mais de l'obstination des grévistes.

«*On va voir [...] si les Français déjà échaudés par les pénuries d'essence [...] puis par la pagaille dans les transports vont supporter longtemps d'être les otages d'un mouvement social radical.*» Guillaume Tabard, Radio Classique

NOIR

Qualifie un jour de grève. En 2009, un jeudi. En décembre 2019 ce fut une semaine. En 2023, c'est un «jeudi», un «mardi» ou un «samedi». «Rouge» ou «orange» sont des couleurs intermédiaires réservées aux embouteillages. Le jour de grève, lui, est toujours «noir».

MENACE

Peut désigner une grève, jamais une réforme libérale.

«*Retraites: la menace d'un durcissement du mouvement*», *La Nouvelle République*

«*La CGT Cheminots et Sud Rail font planer la menace d'une grève reconductible à partir de la mi-février*», RTL

«Si les Français sont pénalisés puisqu'ils n'ont pas de transport, puisqu'il y a des grèves dans les raffineries, [...] l'opinion française pourrait s'inverser et se ranger du côté du gouvernement, ou du moins dire : y en a marre des grèves, y en a marre de la CGT.» Gauthier Le Bret, CNews, 14 janv.

BLOCAGE

Action malvenue. De mauvais goût.

«*Ce blocage, c'est un suicide pour une France qui va déjà très mal [...]. C'est quand même une très très mauvaise idée de bloquer le pays jeudi!*» Olivier Babeau, BFM-TV

Dans le cahier des charges de l'intervieweur, le terme doit être répété pour mieux «bloquer» son adversaire.

«*La Première ministre vous demande de ne pas pénaliser les Français. La CGT envisage de bloquer les raffineries et la distribution de carburant. Vous êtes sur la même ligne? [...] Vous bloquez les raffineries ou pas?!*» Salhia Brakhlia à Laurent Berger, France Info

SOUTENIR

Attitude déplorable de «l'opinion publique» vis-à-vis des grévistes. L'éditocratie scrute son affaiblissement.

«*Grève SNCF en plein chassé-croisé: et là, vous les soutenez encore?*» RMC

FEU SUR LES MOBILISATIONS

FATALISME

Humeur prêtée/imposée aux opposants. Se prescrit généralement avec un sondage, de préférence en amont d'une journée de grève. Synonyme: «Résignation»

«*En fait, les Français sont fatalistes! Vous avez vu le sondage de Bernard Sananès. [...] Malgré cette forte opposition, 75% pensent que la réforme sera quand même adoptée.*» Aurélie Casse, BFM-TV

«*Les Français [... ont] intégré que de toute façon, ça allait passer, avec une forme de fatalisme.*» Nathalie Saint-Cricq, France Info

«*Les Français pensent que la réforme sera votée. Ils sont mobilisés, mais fatalistes. Des blocages pourraient les rendre fatalistes, et démobilisés.*» Rémi Godeau, *L'Opinion*

DÉSASTRE

Mobilisation sociale victorieuse.

«*[Ce] désastre qui reste dans toutes les mémoires [...]: en 1995, la réforme est abandonnée, c'est une catastrophe absolue.*» Alexis Brézet, Europe 1

ÉCHEC

Issue d'une mobilisation sociale telle que la rêve, la souhaite et la prescrit l'éditocratie.

«*Vous savez très bien que vous allez échouer!*» Estelle Denis à Céline Verzeletti (CGT), RMC

«*Vous savez déjà que de toute façon, à la fin, vous perdez.*» Apolline de Malherbe à Philippe Martinez, RMC

«*Quand on teste l'opinion sur l'état d'esprit, eh ben c'est plutôt une forme d'apathie qui prend le pas sur une colère qui est prête à se mobiliser.*»

Benjamin Duhamel, BFM-TV, 2 janv.

ESSOUFFLEMENT

Se dit de la mobilisation quand on souhaite qu'elle ressemble à ce que l'on en dit. Le diagnostic s'établit chiffres à l'appui (sondages, affluence des manifestations)… à condition de ne pas se poser la question de la légitimité desdits chiffres.

«*Réforme des retraites: le soutien des Français aux mobilisations s'essouffle, d'après notre sondage.*» RTL

«*La quatrième journée d'action contre la réforme des retraites, samedi, a attiré moins de manifestants que les deux premières, mais plus que la dernière, elle-même en retrait. [...] La vague espérée a fait pschitt.*» Rémi Godeau, *L'Opinion*

DIVISER

Objectif poursuivi par l'éditocratie face au front syndical, s'il a le mauvais goût de se montrer uni et/ou inflexible.

«*Est-ce qu'on sait si le gouvernement, en coulisse, en off, a lancé un peu des actions dès ce soir pour tenter, comment dirais-je, de morceler l'union syndicale?*» Julien Arnaud, LCI

«*Il n'y a aucun moyen de faire renoncer la CFDT, euh, à mobiliser?*» Jean-François Achilli, France Info

RÉFRACTAIRE

Se dit des opposants aux mesures imposées par le gouvernement. Synonymes: «Grotesque»; «Idiots.»

«*Une nette majorité de nos compatriotes persiste à se montrer hostile au projet [...]. Les Français sont-ils idiots?*» *Le Figaro*

«*C'est grotesque [de ne pas relever l'âge de départ]! On est absolument ridicules!*» Nicolas Bouzou, Europe 1

CONDAMNER

Sommation à destination (exclusive) des opposants, visant à ce qu'ils se désolidarisent de tel propos ou telle action contestataire que l'éditocratie aura jugé inacceptable.

RADICALISATION

Se dit de la résistance des grévistes quand elle répond à la «fermeté» du gouvernement. À l'inverse, on ne parlera pas de la «fermeté» des manifestants ou de la «radicalisation» du gouvernement, et encore moins de celle des médias dominants.

«*Ce monsieur, il faut le ficher S tout de suite en fait. Ces gens-là [...] sont des extrémistes [...]. On est bien en présence de ce que je disais tout à l'heure: des mouvances fascistes.*» Daniel Riolo, RMC, à propos de Sébastien Menesplier (CGT Mines-Énergies) qui évoquait des coupures d'électricité dans les permanences d'élus.

PAROLES, PAROLES

ÉDITORIALISTE

Prescripteur d'opinion. L'éditorialiste est condamné à changer de titre pour se répandre simultanément dans plusieurs médias. Et donner, de préférence, un point de vue original et/ou avisé.

«*Je ne crois pas à une très forte, à une très puissante mobilisation.*» Géraldine Woessner, Europe 1, 12 janv. 2023

SONDOLOGUE

Expert en futurologie, diseur de bonnes prophéties, généralement très prophétiques.

«*Mon hypothèse, c'est que compte tenu des efforts qui ont été faits pour les régimes spéciaux, il peut y avoir une mobilisation forte, mais je serais un peu étonné qu'elle dure des semaines et des semaines.*» Brice Teinturier, France 5, 10 janv. 2023

«[Emmanuel Macron a] surtout un message à délivrer : le bon sens, c'est de travailler plus. [...] Le message que porte le président, c'est de dire attention de ne pas renoncer au travail. Parce que tous ceux qui disent que le travail n'est pas essentiel [...] sont tout bonnement en train de faire imploser le système.»
Alba Ventura, RTL, 22 févr.

SOCIOLOGUE

Espèce en voie de disparition médiatique. Les quelques individus survivants sont généralement des soutiens du gouvernement, également futurologues.

«*Normalement je dirais [... que] ce n'est pas un moment intense d'immenses mouvements sociaux.*» Jean Viard, BFM-TV, 3 janv. 2023

POLITOLOGUE

Bis. Peut également être conseiller du prince.

« *- Salhia Brakhlia: Aujourd'hui, Emmanuel Macron ne peut pas reculer. S'il le faisait, il perdrait sa crédibilité pour la fin du quinquennat? - Jérôme Fourquet: Effectivement, ce serait compliqué. [...] Le coup est parti, il faut aller maintenant au bout.* » France Info

COMMUNICANT

Espèce en voie de développement médiatique. Se reproduit en particulier sur le plateau des «Informés» (France Info).

12 février 2023: pour discuter des retraites notamment, aux côtés d'un éditorialiste et d'une journaliste siégeaient la directrice générale de Hill & Knowlton Paris («agence de relations publiques qui aide les marques et entreprises et les publics à communiquer») et une associée du cabinet Vae Solis Communications («cabinet de conseil en stratégie de communication et capital réputation»)!

INTERVIEWEUR

Les meilleurs d'entre eux sont des éditorialistes modestes puisqu'ils ne livrent leurs opinions que dans la formulation des questions qu'ils posent. L'intervieweur est un éditorialiste maniant le point d'interrogation.

«*Que la France travaille plus n'est-ce pas, bêtement, le sens de l'histoire?*» Nicolas Demorand, France Inter

«*François Lenglet, est-ce qu'il y a une sorte de schizophrénie sociale des Français, qui sont heureux au travail, mais qui ne veulent pas travailler plus longtemps?*» Anne-Élisabeth Lemoine, France 5

«*Marine Tondelier, secrétaire nationale d'EELV et zadiste. Est-ce que vous l'êtes, est-ce que vous l'assumez? [...] Donc vous assumez de créer des zones de non-droit? [...] Quand une minorité impose sa loi, comment vous appelez cela dans un pays?*» Sonia Mabrouk, Europe 1

«Le Sénat a un défi à relever, il doit redorer le blason de la démocratie représentative passablement terni par ce qu'il est advenu à l'Assemblée nationale [...]. Hormis La France insoumise, qui a orchestré le spectacle, tous les groupes sont sortis de la séquence traumatisés.»
Françoise Fressoz, *Le Monde*, 28 févr.

EXPERT

Invité à répétition par les médias pour expliquer aux manifestants que le gouvernement a pris les seules mesures possibles. Les meilleurs se trouvent parmi les hauts-fonctionnaires et/ou anciens ministres ayant eux-mêmes excellé dans la casse sociale.

«*[Au] temps de la présidence Sarkozy, [...] il y avait des négociations avec Bernard Thibault. Et qui les menait, ces négociations? Eh bien c'est Raymond Soubie. Et Raymond Soubie, il est avec nous ce soir sur ce plateau! [...] Expert de toutes ces questions sociales. Et vous en avez mené, vous, des réformes des retraites!*» Julien Arnaud, LCI

DÉBAT

Se dit des sessions de bavardage qui réunissent autour d'une table l'élite pensante des «experts» et des «éditorialistes». Ressemble à s'y méprendre à une réunion de communicants.

ON

Pronom très en vogue. Permet de généraliser une opinion minoritaire, généralement sondagière.

« *- Axel de Tarlé: Il y a une résignation. - Ève Roger: Oui c'est ça, c'est ce qu'on dit. On dit une lassitude, une résignation.* » France Info ■

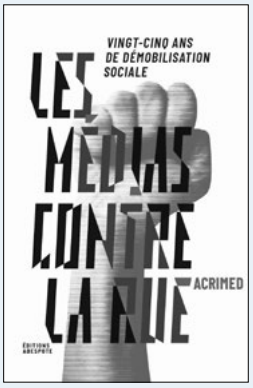
Le Parisien
Caisse de résonance du pouvoir

Dans le quotidien de Bernard Arnault, le gouvernement et ses soutiens sont aux premières loges : leur communication et leurs préoccupations font la Une. Au lendemain des deux premières grandes journées de grève, *Le Parisien* concède seulement deux moitiés de couverture à la mobilisation : le 20 janvier, une photographie de la manifestation parisienne fait vis-à-vis à une « *alerte aux faux conseillers bancaires* » et le 1er février, à un encart sur le « *trafic [de cocaïne] au port du Havre* ». Point trop n'en faut pour la mobilisation des gueux : telle est la loi de la hiérarchie de l'information. ■

« Réforme des retraites, violences médiatiques »

Médiacritiques n°34
Janvier-mars 2020

Un numéro consacré au traitement médiatique de la mobilisation contre la (précédente) réforme des retraites, qui débuta en décembre 2019. « *Hors des chemins balisés, point de salut ! D'un revers de main, les propositions visant à améliorer le système de retraites actuel sont écartées au prétexte qu'aucune ne serait "réaliste". Idem pour les actions jugées "illégitimes" ou les démarches syndicales refusant le jeu en trompe l'œil de la "concertation". Au cours de leurs interviews-interrogatoires, les chiens de garde ne cessent de rappeler aux opposants ce périmètre étriqué de la contestation légitime et bienséante.* » D'où ce bilan, toujours d'actualité : « *Cette séquence révèle une nouvelle fois le rôle politique des grands médias en temps de crise. Par leurs partis pris systématiques et leur traitement amputé de l'information, ils se font promoteurs de la démobilisation sociale et gardiens de l'ordre dominant. Et posent, à ce titre, un problème démocratique majeur.* »



Les médias contre la rue

Acrimed
Adespote, 2021

Les mobilisations sociales se suivent… et leur couverture médiatique se ressemble. « *Rien ne ressemble plus à un mouvement social, vu à travers le prisme déformant et méprisant des partis pris et des caricatures médiatiques, qu'un autre mouvement social : inutile, importun, inopportun, essoufflé avant d'avoir commencé, menacé à tout instant de sombrer dans la violence sinon le chaos.* » Au sommaire : « *vingt-cinq ans de démobilisation sociale* » – contestation des différentes réformes des retraites (depuis celle de 2003 jusqu'à celle de 2019-2020, en passant par 2007 et 2010), mais aussi mobilisation contre le CPE, contre les réformes de la SNCF ou de l'université, contre la loi Travail, les Gilets jaunes, etc. « *L'ouvrage passe au crible un quart de siècle de morgue et de mépris, disséquant avec humour la façon dont les médias dominants s'acquittent de leur mission de maintien de l'ordre social.* »

Un « petit » candidat face aux « grands » médias

Philippe Poutou, Julien Salingue
et Béatrice Walylo, Libertalia, 2023

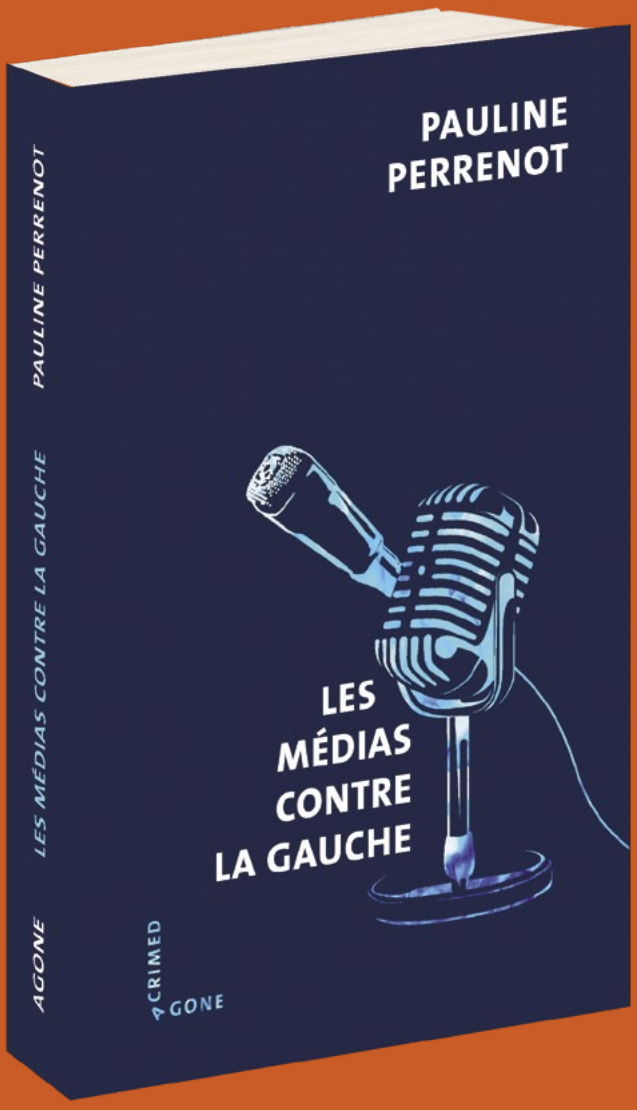
C'est du traitement médiatique « *infligé par les "grands" médias à un "petit" candidat ouvrier* », et « *plus globalement du rapport d'un candidat comme Philippe Poutou aux médias dominants, que parle ce livre, appuyé sur l'expérience des campagnes de 2012, 2017 et – surtout – 2022. On y découvre ce qu'est, concrètement et au quotidien, la médiatisation d'un "petit" candidat : rapport de forces avec les "grands" médias, mépris social, moments difficiles et petits plaisirs. Un récit de l'intérieur, truffé d'anecdotes, parfois affligeantes, parfois drôles, mais aussi une réflexion sur les rapports de la gauche radicale aux médias dominants.* » Le premier chapitre (« *De quelques principes et de leur mise en application* ») revient notamment sur la politique du NPA concernant les sollicitations médiatiques : y aller ou non ? Dans quelles conditions ? Acrimed organise une rencontre publique avec les trois auteurs, le 28 mars, 19h, à la Bourse du travail de Paris.

LES MÉDIAS CONTRE LA GAUCHE

Un (nouveau) livre d'Acrimed
Aux éditions Agone

« Service après-vente zélé des politiques gouvernementales et consécration enthousiaste du grand "réformateur"; banalisation des thèses de l'extrême droite et légitimation de ses représentants; mutilation permanente du débat socio-économique; journalisme de préfecture applaudissant la répression des mouvements sociaux et promouvant le durcissement de l'autorité de l'État; tirs de barrage constants contre la gauche dans toutes ses composantes et, en particulier, contre ses franges les moins solubles dans le réformisme. » Revenant sur certains des épisodes médiatiques les plus emblématiques des cinq dernières années, ce livre, qui s'appuie sur le travail d'observation et d'analyse réalisé par Acrimed, est le produit d'un engagement collectif.

Il donne à voir à quel point les médias dominants, en situation d'interdépendance étroite à l'égard des pouvoirs politique et économique, contribuent à mutiler le pluralisme et le débat démocratique. Dirigés et contrôlés par des chefferies éditoriales sociologiquement solidaires des intérêts et des points de vue des classes dirigeantes, ces médias jouent un rôle actif dans l'histoire sans fin de la droitisation du débat public depuis quarante ans. Un processus qui s'est encore accéléré au cours du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, en même temps que se dégradaient les conditions d'expression et d'existence médiatique de la gauche.



EN LIBRAIRIE LE 17 MARS 2023

Pour le commander,
utilisez le bulletin en page 2
ou rendez-vous sur acrimed.org

JEUDI D'ACRIMED

Rendez-vous le 20 avril
pour une rencontre-débat
à la Bourse du travail de Paris.

MÉDIACRITIQUES

N°46

REVUE TRIMESTRIELLE D'ACRIMED

RETRAITES: L'ÉDITOCRATIE AVEC MACRON

04 DÉMOBILISATION SOCIALE L'ÉTERNEL RETOUR

10 QUATRE JOURNALISTES CONTRE MARINE TONDELIER

13 LCI PULVÉRISE LE PLURALISME

16 EUROPE 1 EN TENUE DE COMBAT

22 DÉJEUNER PRÉSIDENTIEL L'IMPOSSIBLE AUTOCRITIQUE

26 LES DÉBATS DÉSÉQUILIBRÉS DE «C À VOUS»

34 «C CE SOIR» AMBIANCE FEUTRÉE POUR RAPPELS À L'ORDRE

39 CE QUE LES MÉDIAS FONT AU DÉBAT PARLEMENTAIRE

42 LEXIQUE POUR TEMPS DE RÉFORME DES RETRAITES

ET DANS LES RUBRIQUES...

19 JEU DE MASSACRE SUR EUROPE 1

32 PENSÉE AUTOMATIQUE CHERCHE PERROQUETS

47 *LE PARISIEN* CAISSE DE RÉSONANCE DU POUVOIR

www.acrimed.org